

Informations sur Sir Henry Corrold
de la page 705-724

Création d'un comité ministériel

As fur et à mesure que notre gouvernement est devenu plus complexe, d'autres organismes que les Services secrets ont été liés à tel ou tel stade de l'ensemble du problème de la protection de nos dirigeants nationaux. Le F. B. I. est l'organisme de renseignements le plus important des États-Unis, dans le domaine intérieur,

tandis que le C. I. A. a la responsabilité de la recherche des renseignements à l'étranger de compléter les informations acquises par le Département d'État. Les Services secrets doivent, dans une large mesure, à l'expérience et à l'assistance de ces organismes et d'autres encore, pour une grande partie de leurs informations. La Commission estime nécessaire d'améliorer la coopération entre ces organismes et de souligner la fonction du président est une tâche d'une importance capitale pour la nation.

La Commission suggère qu'il serait souhaitable de créer un comité au niveau du Cabinet ou au conseil de Sécurité (qui est déjà chargé de conseiller le président pour assurer la coordination des différentes politiques adoptées par les ministères en ce qui concerne la sécurité nationale) la responsabilité de contrôler les activités de protection des Services secrets et des autres organismes fédéraux qui travaillent avec eux pour protéger le président. Le comité devrait comprendre le ministre des Finances, le ministre de la Justice; si l'on fait appel au conseil de Sécurité, il faudrait prendre des dispositions pour que le ministre des Finances et le ministre de la Justice assistent à toutes les réunions traitant de la sécurité du président. Le conseil comprendrait également le président et le vice-président, le secrétaire d'État et le ministre de la Défense, et posséderait une compétence nationale.

La principale mission du comité serait d'assurer que les plans du gouvernement fédéral soient conformes à la tâche de protéger le président, et de définir clairement les devoirs et de veiller à ce qu'ils soient remplis.

En plus des recommandations du comité, les plus importants en personnel et ressources pourraient être plus aisément satisfaits qu'ils l'ont été dans le passé.

Le comité pourrait fournir un appui en définissant les dangers généraux susceptibles de menacer la sécurité du président, à l'intérieur comme à l'extérieur, et que des améliorations sont recommandées dans ce domaine des recherches pour découvrir tout ce qui pourrait virtuellement menacer la sécurité du président, le comité serait chargé de jouer le rôle d'un conseil supérieur, chargé de recommander et d'approuver ou non ces réformes. Le comité pourrait faire appel à des concours des experts et les moyens auxquels le comité pourrait faire appel seraient d'une importance particulière dans ce domaine difficile et délicat.

de personnel des Services de police locaux stationnés le long du parcours. De plus, les agents des Services secrets qui avaient pris place dans le cortège étaient entraînés à scruter les bâtiments, cette tâche rentrant dans le cadre de leur mission générale d'observation de la foule des spectateurs. Ces mesures de remplacement n'avaient qu'une valeur limitée. L'agent spécial Lawson ne put dire s'il avait effectivement demandé à la police de Dallas de surveiller les fenêtres des bâtiments longeant la route du cortège, bien qu'il le fit d'habitude. Au cas où de telles instructions furent réellement données, elles ne furent pas suivies. Les films tournés par une station de télévision de Dallas sur certaines parties du trajet du cortège montrent qu'au passage de celui-ci, les agents à pied faisaient face aux voitures et non pas à la foule et aux bâtiments.

Trois membres du département de la Police de Dallas furent placés à l'intersection d'Elm Street et de Houston Street, le matin du 22 novembre, avant le cortège. Les trois reçurent leurs instructions du capitaine P. W. Lawrence, de la brigade de la circulation. Voici ce qu'a déclaré le capitaine Lawrence :

Je dis alors aux policiers que leur première mission était le contrôle de la circulation et de la foule et qu'ils devaient prendre garde à toute personne qui pourrait tenter de jeter quelque chose, et que, bien que le port de pancartes ne fût pas une violation de la loi, ils devaient interdire les manifestations du genre de celles de l'incident Stevenson et arrêter toute personne qui pourrait essayer de jeter quelque chose ou de s'approcher du Président et de sa suite; ils devaient accorder une attention particulière à tout mouvement insolite se produisant dans la foule. J'ai bien insisté sur le fait qu'il s'agissait de notre Président, qu'il fallait lui montrer tout le respect dû à sa fonction, et qu'il était de notre devoir de veiller à ce qu'il en fût ainsi.

Informations sur Sir Henry Crosswell
de la page 205-229

Création d'un comité ministériel

Au fur et à mesure que notre gouvernement est devenu plus complexe, d'autres organismes que les Services secrets ont été liés à tel ou tel stade de l'ensemble du problème de la protection de nos dirigeants nationaux. Le F. B. I. est l'organisme de renseignements le plus important des États-Unis, dans le domaine intérieur, tandis que le C. I. A. a la responsabilité

déclaré qu'il avait observé le bâtiment du *Depostory*, mais pas suffisamment pour découvrir, aux fenêtres ou sur le toit, quoi que ce fût qui l'aurait alerté. Les agents spéciaux de la voiture qui suivait immédiatement celle du Président devaient également scruter les bâtiments avoisinants. Cependant, la Commission ne croit pas que des agents postés dans une voiture suivant la voiture présidentielle, et qui doivent avant tout concentrer leur attention sur la possibilité de dangers en provenance de la foule, le long du parcours, puissent assurer une protection efficace contre les risques présentés par les immeubles adjacents.

Conduite des agents des Services secrets, à Fort Worth, le 22 novembre. Dans les premières heures du matin, le 22 novembre 1963, à Fort Worth, quelques agents des Services secrets, qui voyageaient en mission officielle avec le Président, commirent un manquement à la discipline. Après que le Président fut rentré à son hôtel, neuf agents, qui n'étaient pas de service, se rendirent à minuit, ou peu après minuit, au *Press Club* de Fort Worth, situé tout à côté, pour y manger quelque chose. Ils n'avaient guère eu, pendant la journée, l'occasion de se nourrir. Il n'y avait rien à manger au *Press Club*. Tous les agents y demeurèrent pour boire les uns un verre de bière, les autres un cocktail. D'après leurs déclarations écrites, faites sous serment, aucun d'eux ne but plus de trois verres de bière ou d'un verre et demi de cocktail, et les personnes présentes ont affirmé qu'aucun d'entre eux n'offrait de symptômes d'ébriété ou n'avait une conduite incorrecte. Les déclarations des agents spéciaux impliqués dans cette affaire sont confirmées par les témoignages des journalistes de Fort Worth, qui les accompagnaient ou purent les observer, ainsi que par une enquête des Services secrets.

D'après leurs témoignages, les agents passèrent au *Press Club* un temps variant de trente minutes à une

heure et demie et le dernier d'entre eux quitta le *Press Club* à deux heures du matin. Deux agents, sur neuf, gagnèrent directement leur chambre. Les sept autres se rendirent dans un établissement nommé le *Cellar Coffee House*, que certains décrivent comme un repaire de *beatniks* et que son gérant qualifie de « lieu de spectacle unique en son genre, où se succèdent toute la nuit des spectacles de variétés et [qui ne sert] que du café et des jus de fruits, à l'exclusion de bière ou de toute autre boisson alcoolique ». Rien ne permet de croire que les agents qui se trouvaient au *Cellar Coffee House* y consommèrent de l'alcool. La plupart d'entre eux séjournèrent dans l'établissement de 1 h 30 ou 2 h 45 environ à 2 h 45 ou 3 heures; un agent resta au *Cellar Coffee House* de deux heures à cinq heures.

Le hall de l'hôtel et les abords de l'appartement du Président furent gardés pendant la nuit par les membres de l'équipe de nuit du groupe des agents des Services secrets responsables de la protection du Président, qui est de garde de minuit à huit heures. Ces agents furent chacun relevés pour une pause d'une demi-heure au cours de la nuit. Trois membres de l'équipe en profitèrent pour se rendre séparément au *Cellar Coffee House*. Un seul y passa une demi-heure et aucun n'y consomma de boisson. Le chef des Services secrets Rowley a déclaré que les agents de garde passent l'habitude leur temps de pause dans le bâtiment où ils se trouvent, mais que leur visite au *Cellar* n'était ni conforme ni contraire à leur devoir.

Tous les agents qui se rendirent au *Press Club* ou au *Cellar Coffee House* (à part les trois membres de l'équipe de nuit), devaient commencer leur travail huit heures le matin. Le programme prévoyait que le Président Kennedy prendrait la parole à 8 h 30 sur un terrain situé en face de son hôtel, puis un petit déjeuner; après quoi il partirait avec sa suite pour Dallas. A Dallas, l'un des neuf agents

de la recherche des renseignements à l'étranger de compléter les informations acquises directement d'État. Les Services secrets doivent être, dans une large mesure, à l'expérience et à l'absence de ces organismes et d'autres encore, sur une grande partie de leurs informations et des dangers éventuels auxquels est exposé le Président. La Commission estime nécessaire d'améliorer la coordination entre ces organismes et de souligner la protection du président est une tâche d'une importance capitale pour la nation.

La Commission suggère qu'il serait souhaitable de créer un comité au niveau du Cabinet ou au conseil de Sécurité (qui est déjà chargé de conseiller le Président pour assurer la coordination des différentes politiques adoptées par les ministères en ce qui concerne la sécurité nationale) la responsabilité de contrôler les activités de protection des Services secrets et des autres organismes fédéraux qui ont trait avec eux pour protéger le Président. Le comité devrait comprendre le ministre des Finances, le ministre de la Justice; si l'on fait appel au conseil de Sécurité, il faudrait prendre des dispositions pour que le ministre des Finances et le ministre de la Justice assistent à toutes les réunions traitant de la sécurité du Président. Le conseil comprendrait le Président et le vice-président, le secrétaire d'État et le ministre de la Défense, et possède les pouvoirs nécessaires.

La principale mission du comité serait d'assurer que les politiques du gouvernement fédéral soient conformes à la tâche de protéger le Président, et de définir clairement les devoirs et en veillant à ce qu'ils soient remplis.

En plus des recommandations du comité, les plus importants en personnel et ressources devraient être plus aisément satisfaits qu'ils l'ont été dans le passé.

Le comité pourrait fournir un appui en définissant les dangers susceptibles de menacer la sécurité du Président, à l'intérieur comme à l'extérieur, et que des améliorations sont recommandées dans le domaine des recherches pour découvrir et prévenir tout ce qui pourrait virtuellement menacer la sécurité du Président, le comité serait en mesure de jouer le rôle d'un conseil supérieur, chargé de recommander et d'approuver ou non ces réformes. Le concours des experts et les moyens auxquels le comité pourrait faire appel seraient d'une importance particulière dans ce domaine difficile et délicat.

était affecté aux dispositifs de sécurité de l'aéroport Love et quatre autres avaient reçu des missions de protection au Trade Mart. Les quatre derniers avaient des responsabilités importantes, en tant que membres de l'équipe de la voiture d'escorte, dans le cortège. Trois d'entre eux devaient se tenir sur les marches et le quatrième était assis dans la voiture.

Le chef des agents spéciaux qui, n'étant pas de service, avaient été au Press Club et au Cellar Coffee House, déclara, au cours de l'enquête menée sur ces événements par les Services secrets, que tous ses hommes se présentèrent à leur poste et en pleine possession de leurs moyens physiques et mentaux, tout à fait prêts à exercer leurs fonctions. En conclusion de l'enquête qu'il avait ordonnée, le chef des Services secrets, Rowley, a déclaré, dans sa déposition, avoir été satisfait de la manière dont ses agents s'étaient parfaitement acquittés de leur tâche; il a précisé que leur conduite de la nuit précédente n'avait en rien diminué l'efficacité de leur action, ne les empêchant en aucune façon de prendre n'importe quelle mesure qui aurait pu éviter le drame. Cependant, Rowley n'a pas excusé la conduite de ses agents, en particulier parce qu'elle enfreignait une règle des Services secrets qui est la suivante :

Consumation d'alcool. — a. Les agents sont strictement tenus de s'abstenir de consommer toute boisson alcoolique pendant leurs heures de service ou dans les moments pendant lesquels ils peuvent raisonnablement s'attendre à devoir remplir une tâche officielle. Pendant toute la durée du déplacement commandé, l'agent spécial est officiellement en service et ne doit pas consommer d'alcool, jusqu'à la fin de toutes ses fonctions officielles de la journée, après quoi une consommation très modérée d'alcool ne sera pas considérée comme une infraction au règlement. Cependant, tous les membres du groupe de sécurité de la Maison Blanche et les agents spéciaux qui coopèrent avec eux à la

protection du Président...

Le Règlement est plus loin, qui en matière d'alcool sont des motifs de... des Services secrets (Ils ne s'excusent pas...)

Bien que les Services secrets eussent la responsabilité principale de la protection du président, le F. B. I., qui fut créé en 1908, dans le cadre du ministère de la Justice, joua dans ce domaine, au cours de ces dernières années, un rôle de plus en plus important. Dans les crédits budgétaires pour le F. B. I. a figuré annuellement un poste relatif à « la protection de la personne du président des États-Unis », qui apparut pour la première fois dans les crédits budgétaires du ministère de la Justice en 1910, sous le titre : « Designations diverses. » Bien que le F. B. I. ne soit pas chargé de la protection physique du président, il a conjointement avec d'autres organismes gouvernementaux, une mission à remplir dans le domaine de l'investigation préventive concernant la sécurité du président. Ainsi qu'on l'a exposé ci-dessus, le F. B. I. est efforcé de remplir ses responsabilités dans ce domaine, en énonçant dans son Manuel les règles que ses agents doivent suivre, relativement aux informations reçues indiquant la possibilité d'un attentat contre la personne ou la sécurité du président, » ou d'autres personnes également protégées.

Deux organismes fédéraux opérant dans le même domaine général de l'investigation préventive, des questions s'élevèrent, ainsi qu'il était inévitable, à propos de l'étendue de l'autorité et des responsabilités de chacun d'entre eux. Ainsi que l'ont révélé les témoignages de J. Edgar Hoover et d'autres responsables du F. B. I., cet organisme n'estimait pas que ses instructions lui fissent obligation de communiquer aux Services secrets les renseignements substantiels accumulés sur Oswald avant l'arrivée du Président Dallas. D'autre part, les Services secrets ne savaient rien d'Oswald, de son passé, de son emploi au Depository, et Robert I. Bouck, chef du P. R. S. a estimé que la somme des faits connus du F. B. I. aurait dû constituer une base suffisante pour avertir les Services secrets du risque présenté par Oswald.

La Commission pense que le F. B. I. et les Services

Création d'un comité ministériel

Au fur et à mesure que notre gouvernement est devenu plus complexe, d'autres organismes que les Services secrets ont été liés à tel ou tel stade de l'ensemble du problème de la protection de nos dirigeants nationaux. Le F. B. I. est l'organisme de renseignements le plus important des États-Unis, dans le domaine intérieur, tandis que le C. I. A. a la responsabilité principale de la recherche des renseignements à l'étranger de compléter les informations acquises par le Département d'État. Les Services secrets doivent être, dans une large mesure, à l'expérience et à l'existence de ces organismes et d'autres encore, tenir une grande partie de leurs informations sur les dangers éventuels auxquels est exposé le président. La Commission estime nécessaire d'améliorer la coordination entre ces organismes et de souligner la protection du président est une tâche d'une importance capitale pour la nation.

La Commission suggère qu'il serait souhaitable de créer un comité au niveau du Cabinet ou au conseil de Sécurité (qui est déjà chargé de conseiller le président pour assurer la coordination des différentes politiques adoptées par les ministères en ce qui concerne la sécurité nationale) la responsabilité de superviser et de contrôler les activités de protection des secrets et des autres organismes fédéraux concernés avec eux pour protéger le président. Le comité devrait comprendre le ministre des Finances et le ministre de la Justice; si l'on fait appel au conseil de Sécurité, il faudrait prendre des dispositions pour que le ministre des Finances et le ministre de la Justice assistent à toutes les réunions traitant de la protection du président. Le conseil comprendrait le président et le vice-président, le secrétaire d'État et le ministre de la Défense, et posséderait un mandat compétent.

La principale mission du comité serait d'assurer que les moyens du gouvernement fédéral soient consacrés au maximum à la tâche de protéger le président, en faisant clairement les devoirs et en veillant à ce qu'ils soient remplis.

Prévu par les recommandations du comité, les plus importants en personnel et ressources pourraient être plus aisément satisfaits qu'ils l'ont été dans le passé.

Le comité pourrait fournir un appui en définissant la nature générale des dangers susceptibles de menacer la sécurité du président, à l'intérieur comme à l'extérieur, et des améliorations sont recommandées dans ce domaine des recherches pour découvrir et éliminer tout ce qui pourrait virtuellement menacer la sécurité du président, le comité serait chargé de jouer le rôle d'un conseil supérieur, chargé de superviser et d'approuver ou non ces réformes. Le concours des experts et les moyens auxquels le comité pourrait faire appel seraient d'une importance particulière dans ce domaine difficile et délicat.

Informations sur le Hange Oswald de la page 205-224

secrets ont tous deux interprété trop étroitement leurs responsabilités respectives. La Commission à l'impression qu'ils ont, tous deux, donné trop d'importance aux enquêtes relatives à des menaces individuelles précises, et pas assez aux dangers provenant d'autres sources. En outre la Commission a conclu que les Services secrets, en particulier, ont tendance à se contenter de recevoir passivement les informations concernant de telles menaces et que le P. R. S. ne dispose pas en suffisance du personnel et des moyens qu'exige aujourd'hui le vaste travail de renseignement indispensable à la sécurité du président.

Pendant la période où la Commission s'est penchée sur cette situation, elle a reçu un grand nombre de propositions destinées à améliorer les dispositions en vigueur pour la protection du président. Ces propositions comprenaient diverses suggestions aux termes desquelles il fallait assigner à l'un ou à l'autre des organismes gouvernementaux la responsabilité exclusive de l'ensemble du travail, résoudre définitivement le problème du partage de l'autorité entre les organismes en question, et conserver le système actuel, mais en étendant à la fois le champ d'action et les activités des organismes existants, spécialement ceux des Services secrets et du F. B. I.

On a fait remarquer que le F. B. I., qui est notre principal organisme de renseignements, est pourvu d'hommes et de moyens en suffisance pour s'acquitter des vastes fonctions qu'implique la recherche d'informations à l'intérieur des États-Unis. On a également avancé qu'il faudrait beaucoup de temps aux Services secrets pour acquérir l'expérience et le savoir-faire indispensables à la solution du problème. En conséquence, il a été suggéré, d'une part, de transférer au F. B. I. toutes les fonctions d'enquête préventive relatives à la sécurité du président et de ne laisser aux Services secrets que la responsabilité de la protection physique du président, c'est-à-dire, uniquement la fonction de garde du corps.

Informations sur le Honorable Gerald
de la page 705 - 729

Création d'un comité ministériel

Au fur et à mesure que notre gouvernement est devenu plus complexe, d'autres organismes que les Services secrets ont été liés à tel ou tel stade de l'ensemble du problème de la protection de nos dirigeants nationaux. Le F. B. I. est l'organisme de renseignements le plus important des États-Unis, dans le domaine intérieur, tandis que le C. I. A. a la responsabilité principale de la recherche des renseignements à l'étranger, en vue de compléter les informations acquises par le département d'État. Les Services secrets doivent s'en remettre, dans une large mesure, à l'expérience et à la compétence de ces organismes et d'autres encore, pour obtenir une grande partie de leurs informations sur les dangers éventuels auxquels est exposé le président. La Commission estime nécessaire d'améliorer la coopération entre ces organismes et de souligner que la protection du président est une tâche d'une importance capitale pour la nation.

La Commission suggère qu'il serait souhaitable de confier à un comité au niveau du Cabinet ou au conseil national de Sécurité (qui est déjà chargé de conseiller le président pour assurer la coordination des différentes lignes de conduite adoptées par les ministères en ce qui concerne la sécurité nationale) la responsabilité d'examiner et de contrôler les activités de protection des Services secrets et des autres organismes fédéraux qui collaborent avec eux pour protéger le président. Le comité devrait comprendre le ministre des Finances et le ministre de la Justice; si l'on fait appel au conseil national de Sécurité, il faudrait prendre des dispositions pour que le ministre des Finances et le ministre de la Justice assistent à toutes les réunions traitant de la protection du président. Le conseil comprend déjà, outre le président et le vice-président, le secrétaire d'État et le ministre de la Défense, et possède un personnel compétent.

La principale mission du comité serait d'assurer que les moyens du gouvernement fédéral soient consacrés au maximum à la tâche de protéger le président, en définissant clairement les devoirs et en veillant à ce qu'ils soient remplis.

Appuyés par les recommandations du comité, les besoins les plus importants en personnel et ressources diverses pourraient être plus aisément satisfaits qu'ils ne l'ont été dans le passé.

Le comité pourrait fournir un appui en définissant la nature générale des dangers susceptibles de menacer la sécurité du président, à l'intérieur comme à l'extérieur. Alors que des améliorations sont recommandées dans le domaine des recherches pour découvrir préalablement tout ce qui pourrait virtuellement menacer la sécurité du président, le comité serait même de jouer le rôle d'un conseil supérieur, chargé d'examiner et d'approuver ou non ces réformes. Le concours des experts et les moyens auxquels le comité pourrait faire appel seraient d'une importance particulière dans ce domaine difficile et délicat.

R. M. Warren
*L'assassinat d'un président, crime relevant
de la juridiction des tribunaux fédéraux*

L'assassinat du président Kennedy ne relevait pas de la juridiction des tribunaux fédéraux. Si l'on avait eu quelque raison de croire que ce crime était l'aboutissement d'une conspiration, la justice fédérale aurait pu être saisie; depuis longtemps, toute conspiration visant à commettre un attentat contre un fonctionnaire fédéral en raison des devoirs légitimes de sa charge ou lorsqu'il s'en acquitte, ressortit aux tribunaux fédéraux. Cependant, il n'y a pas de loi fédérale s'appliquant au meurtre d'un président; en conséquence, dès qu'il fut établi avec assez de certitude qu'une seule personne avait commis le meurtre, celui-ci relevait exclusivement de la juridiction des tribunaux de l'État du Texas.

Critères plus étendus et plus sélectifs. Depuis l'assassinat, les Services secrets et le *F. B. I.* ont reconnu tous les deux que les fichiers du *F. R. S.* ne pouvaient plus se limiter surtout aux personnes adressant de telles menaces au président. Le 26 décembre 1963, le *F. B. I.* a donné des instructions supplémentaires à tous ses agents, précisant les critères à appliquer dans le choix des informations à fournir aux Services secrets venant s'ajouter au critère qui existait déjà et qui se réduisait à la possibilité d'un attentat contre la personne ou la sécurité du président. Les nouvelles instructions ordonnant aux agents du *F. B. I.* de transmettre immédiatement les informations concernant :

Les éléments subversifs, d'extrême-droite, racistes et fascistes, (a) manifestant une instabilité émotionnelle ou un comportement irrationnel, (b) qui ont menacé de services de hauts fonctionnaires ou des employés du gouvernement fédéral, du gouvernement d'un État, ou d'un gouvernement local, ou de hauts fonctionnaires d'un gouvernement étranger, (c) qui expriment ou ont exprimé des sentiments anti-américains profonds ou violents et qui ont été impliqués dans des attentats par explosifs ou dans la fabrication d'engins explosifs, ou dont la conduite passée indique des tendances à la violence, et (d) dont les actes ou les déclarations antérieurs indiquent une propension à la violence et à la haine contre tout gouvernement organisé.

CHAPITRE VIII

PROTECTION DU PRÉSIDENT

Au cours des cent années qui se sont écoulées depuis 1865, quatre présidents des États-Unis ont été assassinés — Abraham Lincoln, James A. Garfield, William McKinley et John F. Kennedy. Pendant la même période, trois autres attentats contre un président, un président-élu, et un candidat à la présidence, eurent lieu et n'échouèrent que de fort peu : contre Theodore Roosevelt, au cours de sa campagne électorale en octobre 1912; contre Franklin Delano Roosevelt, alors président-élu, lors de sa visite à Miami, le 15 février 1933; et contre le président Harry S. Truman, le 1^{er} novembre 1950, où sa résidence provisoire *Blair House* fut attaquée par des nationalistes porto-ricains. Depuis 1865, un président sur cinq a été assassiné; un sur trois a été l'objet d'une tentative de meurtre.

Ces statistiques alarmantes ont conduit la Commission à mener une enquête sur les problèmes posés par la protection du président et sur les mesures en vigueur au moment de l'assassinat du président Kennedy. Cette étude a amené la Commission à conclure que toute contribution qu'elle pourrait apporter à l'amélioration

des mesures de protection servirait l'intérêt général. La Commission n'a pas entrepris l'examen détaillé de tous les aspects du problème; elle a plutôt consacré son temps et ses ressources aux aspects plus larges de la protection du président, sur lesquels les événements de novembre dernier ont attiré l'attention.

Pour cette partie de son enquête, la Commission a pu prendre connaissance du texte complet d'une étude capitale concernant toutes les phases des activités de protection, étude préparée par les Services secrets à l'intention du ministre des Finances, à la suite de l'assassinat. Tirant les conséquences de cette étude, le ministre des Finances a établi un projet, daté du 27 août 1964, qui recommande la mise à la disposition des Services secrets d'un personnel plus nombreux et de moyens accrus de manière que les Services secrets soient en mesure d'étendre leurs possibilités de protection. Le ministre des Finances a soumis ce document au bureau du Budget, le 31 août 1964, pour révision et approbation. Ce projet a été joint au dossier de la Commission rendu public; les rapports de service et les rapports d'experts sur lesquels se fonde le projet, et que la Commission a examinés, n'ont pas été publiés pour la raison que la divulgation d'informations aussi complètes sur les mesures de sécurité pourrait nuire à l'efficacité des moyens utilisés actuellement pour la protection du président. Cependant, toutes les informations que la Commission a jugé se rapporter au système de protection tel qu'il a été mis en œuvre à Dallas ont été publiées dans ce rapport.

La protection du président des États-Unis est une tâche extrêmement difficile et complexe. Il est peu probable que des mesures puissent être mises au point, qui élimineraient complètement les risques multiples et divers, auxquels il faut toujours s'attendre, en particulier pendant les voyages du président, aux États-Unis ou à l'étranger. La tâche des services de protec-

tion se complique encore du fait de la répugnance des présidents à se plier aux mesures de sécurité qui pourraient les gêner dans l'accomplissement de leurs devoirs ou s'opposer à leur désir d'être souvent en contact direct avec le peuple. On ne peut équitablement mesurer l'efficacité des prescriptions en vigueur qu'après avoir examiné à fond les difficultés de la mission confiée aux services de protection, en prêtant une attention toute spéciale aux différentes fonctions dont le président doit s'acquitter. Après avoir étudié cet aspect de la question, la Commission exposera, dans le présent chapitre, ses conclusions concernant certaines des mesures de protection appliquées à l'époque du voyage à Dallas et soumettra ses recommandations en vue d'une amélioration.

LA MISSION DES SERVICES DE PROTECTION

Le président est chef de l'État, chef de l'Exécutif, commandant en chef des forces armées et chef d'un parti politique. Asumant la fonction solennelle de chef de l'État dans les cérémonies, le président doit remplir un grand nombre d'obligations politiques, non seulement à Washington, mais dans le pays tout entier. Dans ce rôle, il apparaît au peuple américain, selon l'expression de William Howard Taft, « comme la personnification et le représentant de sa dignité et de sa majesté ». En tant que chef de l'Exécutif, le président possède un droit de contrôle sur l'exercice des pouvoirs si vastes et presque incalculables de la branche exécutive du gouvernement fédéral. En tant que commandant en chef des forces armées, il doit maintenir son autorité suprême sur le développement et l'emploi de notre puissance militaire. Enfin, et en accord avec la maxime de George Washington selon laquelle les Américains ont un gouvernement « de

compromis aussi bien qu'un gouvernement basé sur des règles strictes », le président a le droit et le devoir d'être le chef actif de son parti, qu'il s'agisse pour lui de se faire réélire ou de conserver le pouvoir à son parti.

Dans chacun de ces rôles, le président doit aller au peuple. L'apparition en public du président, au cours de déplacements au milieu du peuple de ce pays est une grande tradition historique de la vie américaine. Également désirée par le président et le peuple, elle est un moyen indispensable de communication entre eux. Et souvent, les déplacements présidentiels ont servi à plus d'une fin à la fois : une fin de représentation solennelle, une fin gouvernementale, une fin politique.

De George Washington à John F. Kennedy, de tels déplacements ont fait partie des activités présidentielles normales. Pour entraîner l'adhésion nationale à son administration, Washington a entrepris de grands voyages, qui servaient aussi à éveiller l'intérêt pour la présidence. Au cours de ces dernières années, les déplacements présidentiels ont été fréquents et se sont étendus à de vastes régions, développement qu'expliquent d'une part l'accroissement de la vitesse et du confort des voyages et d'autre part l'augmentation des exigences dont le président est l'objet. Aujourd'hui, les présidents peuvent parcourir de long en large un pays bien plus étendu que les États-Unis de 1789, en moins de temps qu'il n'en fallait à George Washington pour aller de New York à Mount Vernon, ou à Thomas Jefferson, de Washington à Monticello. Pendant sa présidence, Franklin D. Roosevelt a fait près de quatre cents voyages et parcouru plus de 563 000 kilomètres. Depuis 1945, les successeurs de Roosevelt ont sillonné le monde et leurs voyages à l'étranger sont considérés comme plus normaux qu'exceptionnels.

Le déplacement de John F. Kennedy au Texas, en novembre 1963, appartenait à cette tradition. Son ami et assistant spécial Kenneth O' Donnell, qui l'accom-

pagnait lors de sa dernière visite à Dallas, a exposé simplement et clairement l'idée que se faisait le Président de ses responsabilités :

L'idée que se faisait le Président de ses responsabilités en tant que président des États-Unis, c'était de rencontrer ses concitoyens, de se rendre chez eux, de les voir, de leur permettre de le voir, et, si possible, de discuter avec eux des perspectives mondiales telles qu'il les envisageait, des problèmes de la nation tels qu'il les voyait. Et il sentait qu'il était essentiel — non seulement pour le peuple mais pour le président lui-même — que le président des États-Unis sortît de Washington de façon à entrer directement en contact avec les problèmes fondamentaux qui troublaient le peuple américain. Cela l'aidait dans son travail ici, il pouvait revenir ici avec des aperçus neufs sur de nombreuses questions. Je crois qu'il sentait très vivement que le président devait, régulièrement, sortir de Washington et rencontrer le peuple.

Quel que soit leur but, les voyages présidentiels ont beaucoup étendu et compliqué les problèmes de protection du président. Les Services secrets et les organismes fédéraux, d'États, et locaux qui, chargés de faire respecter la loi, coopèrent avec eux, ont dû faire face, ces dernières années, à des problèmes toujours plus difficiles, du fait que le président est plus exposé au cours de ses déplacements et qu'il doit s'adresser à des auditoires de plus en plus divers, dans un monde déchiré par des idéologies opposées.

En dépit des rôles multiples du président, s'il ne s'agissait que de protéger sa vie, les chances de réussite seraient sérieuses. Mais sa situation même de représentant du peuple l'empêche d'être efficacement protégé du peuple. Il ne peut et ne veut prendre les précautions d'un dictateur ou d'un souverain. Dans notre système, les mesures de protection ne doivent

pas gêner le président dans l'exercice de ses nombreuses fonctions. Cette protection doit être parfaitement mise au point, mais discrète de façon à ne même pas donner l'impression d'un pays en état de siège. Les droits des individus doivent être respectés. Un travail de protection bien fait ne se révèle que par son succès, qui n'est pas rare. Les hommes qui ont pour mission de protéger le président étant placés devant des problèmes complexes et se trouvant limités dans les mesures qui leur sont permises, doivent pouvoir compter sur la coopération et la compréhension la plus complète du public et du président.

Le directeur du F. B. I., J. Edgar Hoover, a bien exposé le problème et le moyen raisonnable de le régler dans un mémoire préparé à l'intention du Président, peu de temps après l'assassinat :

Le degré de sécurité que l'on peut garantir au président des États-Unis dépend pour une très large part, de l'ampleur des rapports que le président désire établir avec le grand public. La sécurité absolue n'existe pas. Pour en approcher, il faudrait que le président opérât dans une sorte de vide, isolé du grand public, derrière des barrières inexpugnables. Ses déplacements seraient secrets ; il n'apparaîtrait en public que derrière du verre à l'épreuve des balles.

Une solution plus réaliste exige un compromis. Tout déplacement, tout contact avec le grand public, comporte un risque calculé de la part du président et des hommes responsables de sa protection. On peut diminuer ces risques quand le président n'ignore pas les problèmes de la sécurité, quand il a confiance dans les hommes dévoués des Services secrets, qui sont prêts à donner leur vie pour lui, et quand il accepte de prendre les précautions nécessaires qu'ils conseillent. De nombreux présidents ont éprouvé un agacement compréhensible à se conformer aux précautions que de nombreuses années d'expérience commandent, car ces précautions empiètent sur l'intimité du président

et l'éloignement du peuple. Néanmoins si le président désire la moindre sécurité, il lui faut accepter les conseils et les mesures de protection.

CONCLUSIONS SUR LA PROTECTION DU PRÉSIDENT AU MOMENT DE L'ASSASSINAT

L'histoire de la protection du président met en lumière le fait qu'avec les années on a de mieux en mieux compris la nécessité de confier ce travail à de véritables professionnels, capables et dévoués, utilisant le meilleur équipement technique possible. L'assassinat du président Kennedy appelle un examen des mesures auxquelles on a eu recours pour le protéger et une recherche des améliorations qui pourraient réduire le risque d'une autre tragédie semblable. Cette section étudie, en premier lieu, les moyens employés afin de repérer les sources de danger virtuel pour le président, assez tôt pour prendre les précautions voulues. A ce propos, sont exposées les informations détenues par les organismes fédéraux sur Lee Harvey Oswald et appréciées les raisons pour lesquelles ces informations n'ont pas été communiquées aux Services secrets. En second lieu, elle considère l'efficacité des autres mesures préventives prises pour la sécurité du président pendant sa visite à Dallas, mesures prises surtout par les Services secrets. Enfin, elle examine le travail accompli par ceux qui, le 22 novembre, avaient la responsabilité immédiate de la protection du Président.

Rôle des services de sécurité dans la protection du Président lors de la visite à Dallas

La reconnaissance et l'élimination des sources possibles de danger pour le président avant que le danger ne devienne effectif est un élément fondamental

dans le domaine de la protection présidentielle. Les Services secrets ont tenté de s'acquitter de cette tâche avec le *P. R. S.* (*Protective Research Section* — section des Recherches préventives) et en demandant à d'autres services, fédéraux ou locaux, toutes informations utiles. La Commission en est venue à la conclusion qu'à l'époque de l'assassinat les dispositions des Services secrets pour l'accomplissement de cette fonction présentaient des défauts sérieux.

Efficacité des opérations de renseignements préventives des Services secrets. Le travail principal du *P. R. S.* consiste à rassembler, dépouiller, et juger les informations se rapportant aux personnes ou aux groupes qui pourraient constituer un danger pour le président. En plus de cette fonction, le *P. R. S.* est chargé de s'assurer que certaines catégories d'employés de la Maison Blanche et tous ses fournisseurs satisfont aux conditions voulues, de procéder à l'examen, à des fins de sécurité, des présents envoyés au président, et à des inspections techniques pour la recherche des instruments d'écoute clandestins. Au moment de l'assassinat, le *P. R. S.* était un groupe à très faible effectif, qui comprenait douze spécialistes et trois employés.

De nombreuses personnes attirent sur elles l'attention du *P. R. S.*, en tentant de voir le président pour des motifs étranges, en lui écrivant ou en essayant par quelque autre moyen d'entrer en rapport avec lui, utilisant les menaces, les injures ou se montrant trop insistantes. Robert I. Bouck, agent spécial qui dirige le *P. R. S.*, a estimé que la plupart des éléments recueillis par son bureau étaient basés sur de tels faits ou sur des enquêtes menées occasionnellement par les Services secrets, le reste étant fourni au *P. R. S.* par d'autres organismes fédéraux, au premier rang desquels le *F. B. I.* La somme des informations reçues par le *P. R. S.* n'a cessé de s'accroître. En 1943, le *P. R. S.* reçut environ 9 000 éléments d'information ; ce total

dépassait 17 000 en 1953 et 32 000 en 1963. Comme de multiples éléments peuvent se rapporter à un seul cas, ces chiffres ne correspondent pas au nombre des affaires. De novembre 1961 à novembre 1963 les éléments d'information reçus au P. R. S concernaient 8 709 cas.

Avant l'assassinat du président Kennedy, le P. R. S. indiquait en termes très généraux l'intérêt qu'il prenait aux informations sur les suspects. Le P. R. S., par exemple, donna au service du courrier de la Maison Blanche, qui est pour lui une source importante de renseignements, l'ordre de lui signaler toute communication se rapportant à des cas déjà connus et, en outre, toute communication « indiquant d'une manière ou d'une autre qu'une personne quelconque pourrait avoir l'intention de nuire au président ». Les règles établies à l'intention du personnel du P. R. S. chargé d'examiner le courrier de la Maison Blanche transmis par elle, étaient un peu plus précises, mais demeuraient générales. Ces instructions au personnel du P. R. S. offrent le seul exemple d'un effort pour fixer par écrit les critères à appliquer. Invités à fournir un exposé précis des critères appliqués par le P. R. S. pour décider des informations à rechercher et à retenir, les Services secrets répondirent :

Antérieurement au 22 novembre 1963, les critères appliqués pour décider de l'incorporation de renseignements au fichier général du P. R. S. étaient larges et élastiques. Tout élément d'information était désiré, reçu et classé, s'il indiquait ou tendait à indiquer que la sécurité du président était ou pouvait être en danger, au moment présent ou dans le futur... De nombreux faits, de nombreuses situations, et de nombreux incidents peuvent indiquer semblable danger virtuel. Certains sont précis, telles les menaces; mais le danger peut être indirect, résulter par exemple de l'appartenance à une organisation, ou de l'action au sein d'une organisation, qui considère l'assassinat comme

une arme politique. Toutes les informations reçues par le P. R. S. étaient examinées séparément et l'on cherchait si elles pouvaient indiquer un danger virtuel pour le Président. Dans l'affirmative — et si minime que fût le danger — l'information était classée dans les fichiers généraux du P. R. S., sous le nom de l'individu ou du groupe d'individus auquel elle se rapportait.

Les fichiers généraux du P. R. S. se composent de dossiers individuels, classés d'après le nom des personnes qu'ils concernent respectivement. Les opérations concernant les dossiers se font à la main, sans aucun recours aux techniques de traitement automatique de l'information. Au moment de l'assassinat, les fichiers des cas que suivait le P. R. S. contenaient environ 50 000 dossiers accumulés depuis plus de vingt ans, quelques-uns d'entre eux concernant plusieurs individus. Dans tous les cas où les informations semblaient indiquer un danger pour le président, un dossier était ouvert. Beaucoup de cas ne donnaient pas lieu à une enquête du P. R. S. Les informations s'y accumulaient jusqu'à ce que leur nombre justifiait une enquête. De novembre 1961 à novembre 1963, le P. R. S. mena 34 enquêtes sur des personnes résidant au Texas, qui faisaient l'objet d'un dossier récemment ouvert ou d'un dossier ancien, qu'on avait repris. La plupart de ces enquêtes concernaient des individus qui proféraient des menaces à l'égard du président en s'adressant au président ou à son propos. De plus, 115 autres dossiers furent établis, qui concernaient des personnes résidant au Texas, mais ne donnèrent pas lieu à enquête.

Lorsque le P. R. S. apprend que la conduite d'un individu justifie une investigation, il demande qu'une enquête soit faite à son sujet par le plus proche bureau des Services secrets opérant sur place; il existe 65 de ces bureaux dans tout le pays. Si le bureau opérant

sur place décide que l'affaire doit être suivie en permanence, le P. R. S. ouvre un dossier qui sera obligatoirement contrôlé tous les 6 mois. Ce contrôle peut conduire à des entretiens avec l'individu surveillé ou avec ceux qui vivent à son foyer. Dans tous les cas où cela est possible, les Services secrets prennent leurs dispositions auprès des amis et de la famille de l'intéressé et auprès des représentants des services de la police pour que le bureau opérant sur place soit averti si le sujet montre des signes plus inquiétants ou s'il manifeste l'intention de quitter la région. Au moment de l'assassinat, 400 personnes environ, dans tout le pays, étaient soumises à un contrôle périodique.

Si, après enquête, le P. R. S. conclut que tel individu présente un danger réel pour la vie du président, son nom est inscrit à un « fichier de déplacement », tenu à jour selon l'implantation géographique des bureaux opérant sur place. Au moment de l'assassinat, ce fichier contenait les noms de 100 personnes environ, appartenant toutes au groupe des 400 individus régulièrement surveillés. Le P. R. S. tient aussi à jour un recueil des photographies et signalements d'environ 12 à 15 individus jugés particulièrement dangereux pour le président et qui n'ont pas de résidence fixe. Les agents du groupe des Services secrets responsable pour la protection du président ont chacun un exemplaire de ce recueil.

Les individus considérés comme dangereux pour le président, qui sont détenus ou hospitalisés, ne sont classés que dans les fichiers généraux du P. R. S. mais il existe un système de liaison, qui permet aux Services secrets d'être immédiatement informés par la prison ou l'hôpital en cas de libération ou d'évasion. Le P. R. S. s'efforce d'arriver à l'élimination des risques les plus sérieux par l'hospitalisation ou, si les circonstances l'exigent, en engageant des poursuites contre certaines personnes coupables, par exemple, de menaces envers

le président. En juin 1964, le P. R. S. avait pris des dispositions pour être prévenu de la libération ou de l'évasion d'environ 1 000 personnes.

En résumé, au moment de l'assassinat, le P. R. S. avait reçu, sur une période de 20 ans, des informations de base concernant 50 000 cas; il avait pris des dispositions pour être averti de la libération d'environ 1 000 individus; il avait établi le contrôle périodique de la situation de 400 individus; parmi ceux-ci, il en considérait environ 100 comme présentant un risque sérieux et 12 ou 15 comme très dangereux. Les membres des services de sécurité de la Maison Blanche étaient tenus de connaître parfaitement le signalement et les photographies des individus les plus dangereux. Les cas soumis au contrôle périodique et la centaine environ de cas qui rentraient dans la catégorie des risques les plus grands, étaient classés géographiquement et pouvaient être facilement étudiés par un agent des Services secrets préparant un déplacement présidentiel, dans une certaine région du pays. Ce furent ces dossiers qu'examina le P. R. S. le 8 novembre 1963, à la demande de l'agent spécial Lawson, détaché à Dallas pour préparer la visite du président Kennedy. Les fichiers généraux du P. R. S. n'étaient pas classés géographiquement et ne contribuaient que dans une faible mesure à la préparation d'une visite présidentielle à une localité donnée.

Les demandes de renseignements adressées par les Services secrets aux autres organismes fédéraux n'étaient pas plus précises que les instructions générales, très larges, données à leurs propres agents ou au service du courrier de la Maison Blanche. Le chef du P. R. S. a déclaré, au cours de sa déposition, que les Services secrets demandaient aux autres organismes fédéraux de fournir : « toutes informations qui viendraient à leur connaissance et qui pourraient révéler l'existence d'un danger pour le président. » Ces demandes n'étaient

pas communiquées par écrit; les Services secrets utilisaient plutôt les liaisons personnelles établies par le P. R. S. avec le quartier général des divers organismes de renseignements fédéraux, avec le F. B. I., en particulier, et, à l'échelon pratique, avec le personnel des bureaux opérant sur place, pour les différents organismes de renseignements fédéraux. Les Services secrets participaient fréquemment aux programmes de formation des autres organismes chargés de faire respecter la loi et les agents des autres organismes suivaient les cours des écoles de formation des Services secrets. La protection présidentielle était une matière importante de ces programmes de formation.

En l'absence d'instructions plus explicites, les autres organismes fédéraux interprétaient les demandes officieuses des Services secrets comme visant spécialement les menaces patentes ou autres manifestations précises d'hostilité envers le président. Au moment de l'assassinat, par exemple, le manuel du F. B. I. que possèdent tous ses agents spéciaux stipulait :

Menaces contre le président des États-Unis, les membres de sa famille proche, le président-élu, et le vice-président.

Toute enquête sur des menaces contre le président des États-Unis, les membres de sa famille proche, le président-élu, et le vice-président relève de la compétence exclusive des Services secrets des États-Unis. Toute information relative à la possibilité d'un attentat contre la personne ou la sécurité du président, des membres de sa famille proche, du président-élu ou du vice-président, doit être immédiatement communiquée, par les moyens les plus rapides, au bureau le plus proche des Services secrets des États-Unis. Prévenez en même temps la direction du F. B. I. par télétype de l'information ainsi fournie aux Services secrets et du fait qu'elle a été diffusée. Les ordres donnés ci-dessus doivent être exécutés sans délai, avant de tenter de véri-

fier l'information et avant toute tentative personnelle d'évaluation de l'information. Si la menace revêt la forme d'un texte écrit, transmettez-en copie aux Services secrets locaux et expédiez l'original à la direction du F. B. I., où il sera mis à la disposition du quartier général des Services secrets à Washington. L'envoi de la copie aux Services secrets locaux ne doit pas retarder la communication immédiate de l'information à ces services, par les moyens disponibles les plus rapides.

Le département d'État avisait les Services secrets de toute lettre de maniaque, de toute lettre de menaces et de toute visite de maniaque; il leur adressait en outre des rapports, sur tout assassinat ou toute tentative d'assassinat, partout dans le monde, d'un chef d'État ou d'un personnage officiel de premier plan. Les divers services de renseignements militaires signalaient les lettres de maniaques et les autres menaces du même ordre, concernant le président. D'après l'agent spécial responsable du P. R. S., Bouck, les Services secrets n'avaient pas de règles strictes sur le contrôle systématique de leurs demandes d'information aux autres organismes fédéraux et des réponses qu'ils en recevaient.

La Commission estime qu'antérieurement au 22 novembre 1963, les moyens et les méthodes du *Protective Research Section* (P. R. S.) des Services secrets étaient insuffisants. Il semble que ses efforts aient été trop largement orientés contre la menace du « maniaque ». Bien que les Services convinssent que leur travail préventif dût couvrir un champ plus étendu que ces dangers les plus évidents, ils ont déployé peu d'efforts pour déceler, dans les activités d'un individu ou d'un groupe organisé, des facteurs autres que les menaces précises, facteurs indiquant une source de dangers contre lesquels des précautions pouvaient être prises à temps. A l'exception de son « fichier spécial de déplacements »,

contenant 400 noms, aucun dossier des fichiers généraux du P. R. S. ne pouvait être utilisé pour un contrôle systématique, établi sur une base géographique, quand le président projetait tel ou tel voyage.

Ainsi qu'il a été dit au chapitre 2, quand le fichier spécial fut contrôlé le 8 novembre, il ne contenait pas un nom pour toute la région de Dallas-Fort Worth, bien que l'ambassadeur Stevenson eût été bouculé et insulté à Dallas par des groupes de manifestants, moins d'un mois auparavant. Bouck expliqua que si l'on n'avait pas essayé d'identifier les individus impliqués dans l'incident Stevenson, c'était parce que le P. R. S. demandait, pour intervenir, une indication plus directe d'une menace contre le Président et qu'il n'y avait eu aucune indication de ce genre jusqu'au moment où la visite du Président dans cette région et son programme avaient été annoncés. Ce point de vue sape la valeur préventive du travail du P. R. S.; si l'existence à Dallas du groupe de manifestants contre l'ambassadeur Stevenson avait pu créer un danger pour le Président lors d'une visite dans cette ville, le P. R. S. aurait dû mener une enquête et se trouver prêt à faire face à ce danger.

D'autres organismes renseignent à l'occasion les Services secrets sur les groupes politiques pouvant devenir dangereux. Il en fut ainsi pour le Parti nationaliste de Porto-Rico, par exemple, mais après seulement que les membres de ce groupe eurent employé la violence. Quoiqu'il en soit, les vagues demandes d'information transmises par les Services secrets aux organismes fédéraux de renseignements et aux organismes chargés de faire respecter la loi n'étaient pas destinées à obtenir de ces derniers des informations sur des personnes autres que celles qui présentaient une menace évidente pour le président. Cependant, ces demandes rejetaient sur d'autres services la responsabilité d'évaluer les cas difficiles, bien que les Services secrets

eussent été spécialement chargés de cette tâche. Aucun conseil précis n'était fourni. Le C. I. A. avait dans ses dossiers des demandes de renseignements du ministère des Finances sur la fabrication de fausse monnaie américaine et certaines opérations de contrebande, mais il ne possédait aucune demande écrite précisant les informations réunies à l'étranger par le C. I. A., qui auraient intéressé les Services secrets pour la préparation des voyages présidentiels en dehors des États-Unis.

Informations concernant Lee Harvey Oswald recueillies antérieurement à l'assassinat. Avant le voyage du Président à Dallas, les fichiers du P. R. S. ne contenaient aucune information sur Lee Harvey Oswald. Oswald était connu d'autres organismes fédéraux avec lesquels les Services secrets étaient en liaison pour la communication de renseignements. Le F. B. I. s'était, dans une certaine mesure, intéressé à lui, depuis l'époque de son ralliement à l'Union Soviétique en octobre 1959. Il l'avait interrogé deux fois, peu après son retour aux États-Unis, et, à sa demande, encore une fois un an plus tard. A l'époque de l'assassinat, le F. B. I. enquêtait sur son compte. La Commission a reçu le témoignage des agents du F. B. I. qui interrogèrent Oswald après son retour d'Union Soviétique et avant le 22 novembre 1963, de l'agent qui suivait son cas à l'époque de l'assassinat, du directeur du F. B. I., de l'assistant du directeur (chargé de toutes les enquêtes sous le contrôle du directeur), et du directeur-adjoint. En outre, le directeur du C. I. A. et son directeur délégué aux plans ont témoigné sur les renseignements limités que possédait leur organisme sur Oswald avant l'assassinat. La Commission, enfin, a examiné, dans leur état au moment de l'assassinat, tous les dossiers relatifs à Oswald, se trouvant au département d'État, au service des renseignements de la Marine, au F. B. I., au C. I. A. Les informations connues du F. B. I. sont résumées ci-après.

Du ralliement à l'Union Soviétique jusqu'au retour à Fort Worth. Le *F. B. I.* ouvrit un dossier sur Oswald en octobre 1959, dès l'annonce de son ralliement à l'Union Soviétique. Le dossier fut ouvert, « afin de coordonner les informations à son sujet, dans la mesure où on jugeait qu'il pourrait constituer un danger éventuel, s'il revenait aux États-Unis ». Le ralliement d'Oswald à l'U.R.S.S. amena aussi le département d'État, le *C. I. A.*, le service des renseignements de la Marine, à ouvrir un dossier à son nom. Jusqu'au mois d'avril 1960, l'activité du *F. B. I.* se borna à joindre au dossier d'Oswald des informations sur ses relations avec l'ambassade des États-Unis à Moscou et des renseignements sur son passé, se rapportant pour la plupart à son service militaire passé, informations et renseignements fournis par d'autres organismes. En avril 1960, Mrs. Marguerite Oswald et Robert Oswald furent interrogés par le *F. B. I.*, dans le cadre d'une enquête habituelle à propos des petites sommes d'argent que Mrs. Oswald avait fait parvenir à son fils en Russie.

Pendant les deux années suivantes, le *F. B. I.* continua à recueillir des informations et se maintint au courant de la situation d'Oswald, en consultant périodiquement les dossiers du département d'État et du service de renseignements de la Marine. Ce fut ainsi que le *F. B. I.* apprit qu'à son arrivée en Union Soviétique, Oswald avait tenté de renoncer à la nationalité américaine et demandé la nationalité russe, qu'il s'était posé en marxiste, avait déclaré qu'il communiquerait à l'Union Soviétique toutes les informations utiles qu'il avait acquises comme technicien du radar dans le Corps des « Marines », et qu'il avait fait montre d'arrogance et d'agressivité à l'ambassade des États-Unis; le *F. B. I.* apprit aussi qu'il avait été radié de la réserve du Corps des « Marines » en août 1960, comme indésirable. En juin 1962, le *F. B. I.* fut avisé par le département d'État qu'Oswald comptait revenir aux

État-Unis. Le *F. B. I.* prit ses dispositions pour être averti de son retour par les autorités chargées de l'immigration et confia au bureau de Dallas le soin de l'interroger dès qu'il serait rentré, afin de déterminer s'il avait été recruté par un service de renseignements soviétique. Le dossier d'Oswald au bureau des passeports du département d'État fut examiné en juin 1962. Le *F. B. I.* prit ainsi connaissance de la lettre du 30 janvier 1962 au secrétaire d'État à la Marine, Connally, dans laquelle Oswald protestait contre sa radiation et annonçait qu'il utiliserait « tous les moyens » pour faire rapporter cette mesure. Le dossier montrait aussi qu'à l'avis du département d'État, Oswald n'avait pas renoncé à sa nationalité.

Du retour à Fort Worth au départ pour La Nouvelle-Orléans. Oswald fut d'abord interrogé par les agents du *F. B. I.*, John W. Fain et B. Tom Carter, le 26 juin 1962, à Fort Worth. Fain, dans son rapport au quartier général, indiqua qu'Oswald s'était montré impatient et arrogant et qu'il avait refusé de répondre aux questions sur la raison de son départ pour l'Union Soviétique. Oswald « nia avoir jamais voulu abandonner la nationalité américaine et... avoir jamais formellement demandé la nationalité soviétique ». Oswald accepta, cependant, de parler de ses relations avec les autorités soviétiques. Il nia toute accointance avec les organismes de renseignements russes et s'engagea à prévenir le *F. B. I.* si ceux-ci prenaient contact avec lui.

Cet interrogatoire ne satisfait pas l'agent Fain, qui revit Oswald le 16 août 1962. D'après la note établie par Fain à l'époque et ses souvenirs actuels, Oswald au cours de cette entrevue ne manifesta pas d'hostilité et, d'une manière générale, parut s'assagir, tout en demeurant plutôt évasif. (Marina Oswald se rappelle, néanmoins, que son mari fut troublé par cette entrevue). Oswald accepta de nouveau de prévenir le *F. B. I.* s'il était l'objet d'approches suspectes; il rejeta cependant

cette éventualité, pour la raison précise que son emploi ne lui donnait accès à aucune information intéressante. Ayant conclu qu'Oswald ne faisait courir aucun risque à la sécurité du pays et qu'il ne menaçait pas de devenir dangereux ou violent, Fain décida qu'il n'y avait pas lieu de pousser les choses plus loin pour le moment et recommanda de classer l'affaire en « statut fermé ». Il s'agit là d'une classification administrative indiquant qu'aucun travail additionnel n'est prévu. Ce classement n'empêche pas l'agent chargé de l'affaire de rouvrir le dossier, s'il estime que de nouvelles recherches doivent être entreprises.

D'août 1962 à mars 1963, le *F. B. I.* continua d'accumuler des renseignements concernant Oswald, mais n'engagea pas d'enquête active sur son compte. L'agent Fain partit à la retraite en octobre 1962 et le dossier fermé d'Oswald ne fut pas confié à un autre agent. Cependant, le *F. B. I.* interroge régulièrement certains immigrants venus des pays d'au-delà du rideau de fer et Fain avait reçu l'ordre de voir Marina Oswald au moment qui conviendrait le mieux. Après le départ de Fain, cette mission fut confiée à l'agent James P. Hosty junior, du bureau de Dallas. En mars 1963, alors qu'il cherchait à savoir où se trouvait Marina Oswald, l'agent Hosty apprit de Mrs. M. F. Tobias, laquelle avait précédemment loué un logement aux Oswald, 602 Elsbeth Street, à Dallas, que les autres locataires s'étaient plaints de ce qu'Oswald buvait trop et battait sa femme. Ce renseignement amena Hosty à examiner le dossier d'Oswald par lequel il apprit que celui-ci avait souscrit un abonnement au *Worker*, publication du Parti communiste. Hosty décida qu'il y avait lieu de rouvrir le dossier de Lee Harvey Oswald en raison des difficultés personnelles mentionnées ci-dessus et des relations avec le *Worker*, et sa demande fut agréée. Il décida, cependant, de ne pas interroger Marina Oswald à ce moment, et se bornant à chercher la nou-

velle adresse des Oswald, découvrit qu'ils vivaient au 214 Neely Street, à Dallas.

Le 21 avril 1963, le bureau du *F. B. I.* à New York fut informé qu'Oswald était en contact avec le comité « Justice pour Cuba » de New York et qu'il avait écrit au comité pour lui annoncer qu'il avait distribué ses tracts dans les rues de Dallas. Cette information ne parvint à la connaissance de l'agent Hosty, à Dallas, qu'au mois de juin. A ce moment, Hosty la jugea « périmée » et ne tenta pas de vérifier les affirmations d'Oswald. A la suite d'un ordre d'alerte générale du *F. B. I.* concernant les activités du comité « Justice pour Cuba », Hosty avait, quelque temps plus tôt, fait une enquête, sans trouver trace d'activités de ce comité dans la région de Dallas.

A La Nouvelle-Orléans. Au milieu du mois de mai 1963, l'agent Hosty contrôla la dernière résidence connue d'Oswald et découvrit que celui-ci avait déménagé. En juin, on présuma qu'Oswald se trouvait à La Nouvelle-Orléans et Hosty demanda au bureau du *F. B. I.* à La Nouvelle-Orléans de chercher son adresse et de se renseigner sur ses activités. Le bureau de La Nouvelle-Orléans enquêta et repéra Oswald; il découvrit son adresse et son dernier lieu de travail le 5 août 1963. Un informateur confidentiel avisa le *F. B. I.* qu'Oswald n'était pas connu pour être engagé dans les activités du Parti communiste à La Nouvelle-Orléans.

Le 24 juin, Oswald déposa à La Nouvelle-Orléans une demande de passeport, déclarant qu'il projetait de partir par mer, pour faire un long voyage dans les pays d'Europe occidentale, en Union Soviétique, en Finlande et en Pologne. Le bureau des passeports du département d'État à Washington n'avait pas reçu d'instructions spéciales au sujet d'Oswald et la demande de celui-ci fut accordée le lendemain. Le *F. B. I.* n'avait pas exprimé le désir d'être informé d'une éventuelle demande de passeport de la part d'Oswald,

comme il aurait pu le faire selon les règles en vigueur; il n'eut donc pas connaissance de sa demande. Voici les explications données par le *F. B. I.* à ce sujet :

Nous n'avons pas demandé au département d'État d'inscrire Oswald sur une liste spéciale, ce qui aurait eu pour conséquence de nous faire connaître toute demande de passeport de sa part, car à ce moment-là, les faits liés aux activités d'Oswald n'exigeaient pas semblable mesure. Notre enquête à son sujet n'avait pas prouvé qu'il obéissait aux instructions d'un gouvernement ou service étranger ni qu'il travaillait pour l'un de ceux-ci.

Le 9 août 1963, Oswald fut arrêté et détenu par la police de La Nouvelle-Orléans pour avoir trouble l'ordre public, à la suite d'une bagarre dans la rue qui éclata lorsqu'il fut accosté par des Cubains anticas-tristes, au moment où il distribuait des tracts pour le compte du comité « Justice pour Cuba ». Le lendemain, il demanda à la police de La Nouvelle-Orléans de lui ménager une entrevue avec le *F. B. I.* La police téléphona au bureau local du *F. B. I.* qui envoya un agent, John L. Quigley, au poste de police. L'agent Quigley, quand il rencontra Oswald, ne savait rien du dossier de celui-ci au *F. B. I.*, car la police n'avait pas communiqué son nom en appelant le *F. B. I.*

Quigley s'est rappelé qu'Oswald répondit de bonne grâce aux questions sur son passé et sa vie en général, mais qu'il était moins prêt à apporter son aide et moins franc lorsqu'on l'interrogeait à propos du comité « Justice pour Cuba ». Quigley a déclaré dans sa déposition :

Quand j'ai commencé à lui demander des détails précis sur ses activités au sein du comité « Justice pour Cuba » à La Nouvelle-Orléans, et cherché à savoir,

par exemple, où avaient lieu les réunions, qui y participait, ce qui s'y passait, il devint réticent, se déroba et vis-à-vis de moi au moins, resta complètement évasif à ce sujet.

De l'avis de Quigley, Oswald « ne parlait probablement que dans son propre intérêt, essayant simplement de se justifier à mes yeux d'avoir distribué ces documents et quand il eut le sentiment que son but était atteint d'après le tour des questions que je continuai à lui poser, il ne voulut rien dire de plus ».

Pendant l'entrevue, Quigley obtint d'Oswald des renseignements sur son passé qui n'étaient pas conformes aux informations que le *F. B. I.* possédait déjà. De retour au bureau, Quigley apprit qu'un autre agent du *F. B. I.*, Milton R. Kaack, menait une enquête sur le passé d'Oswald, à la demande de l'agent Hosty, de Dallas. Quigley informa Kaack de son entrevue et lui en donna un compte rendu détaillé. Kaack connaissait les faits dont le *F. B. I.* était sûr et repéra les fausses déclarations d'Oswald. Oswald avait soutenu, par exemple, que le nom de jeune fille de sa femme était Prossa, qu'ils s'étaient mariés à Fort Worth, qu'ils avaient vécu dans cette ville jusqu'à leur arrivée à La Nouvelle-Orléans. Aux policiers de La Nouvelle-Orléans qui l'arrêtaient, Oswald avait dit qu'il était né à Cuba.

Quelques jours plus tard, le *F. B. I.* reçut des preuves supplémentaires des mensonges d'Oswald à l'agent Quigley. Le 22 août, il apprit qu'Oswald avait participé, le 21 août, à un débat radiophonique. William Stuckey, qui avait participé à l'émission avec Oswald, déclara le 30 août au *F. B. I.* qu'Oswald lui avait dit avoir travaillé et s'être marié en Union Soviétique. Ni ces contradictions ni le fait qu'Oswald avait pris l'initiative de l'entrevue avec le *F. B. I.* ne furent jugées suffisamment anormales pour justifier

une autre entrevue. Alan H. Belmont, assistant du directeur du *F. B. I.*, a exposé comme suit le point de vue du *F. B. I.* :

A ce moment, nous nous intéressions à cet homme afin de déterminer si ses activités constituaient une menace pour la sécurité intérieure du pays. De toute évidence, il avait fait à l'agent Quigley une déclaration destinée à servir son propre intérêt. Cette déclaration est entrée dans nos fichiers comme élément du dossier; si nous avions estimé que le cours de l'enquête exigeait que nous éclaircissons ce point, ou que nous confondions Oswald en lui opposant ces renseignements, nous l'aurions fait au moment voulu.

En d'autres termes, il n'avait pas violé la loi en nous disant quelque chose qui n'était pas vrai et si ses déclarations ne demandaient pas à ce moment un supplément d'enquête, nous devions nous en occuper en temps utile selon le contexte entier de l'enquête.

Le 21 août 1963, le quartier général du *F. B. I.* demanda aux bureaux de La Nouvelle-Orléans et de Dallas de faire sur Oswald une enquête supplémentaire concernant les activités qui avaient amené son arrestation. Les informateurs du *F. B. I.* dans la région de La Nouvelle-Orléans, qui y connaissaient bien les activités locales des castristes ou du Parti communiste, avisèrent le *F. B. I.* qu'Oswald était inconnu dans ces milieux.

A Dallas. Au début de septembre 1963, le *F. B. I.* transféra la responsabilité principale de l'affaire Oswald du bureau de Dallas à celui de La Nouvelle-Orléans. Peu de temps après, le 1^{er} octobre 1963, le *F. B. I.* fut informé par le représentant de l'agence de location de l'appartement des Oswald à La Nouvelle-Orléans que ceux-ci avaient de nouveau déménagé. D'après les renseignements communiqués, ils avaient quitté leur appartement et Marina Oswald

était partie avec leur enfant dans un break immatriculé au Texas. Le 3 octobre, Hosty rouvrit le dossier de Dallas, pour aider le bureau de La Nouvelle-Orléans. Il effectua des recherches dans l'ancien voisinage des Oswald et dans toute la région de Dallas et de Fort Worth, mais ne parvint pas à découvrir Oswald.

Le renseignement suivant, concernant la localisation d'Oswald, parvint au *F. B. I.* le 10 octobre, sous forme d'une communication du *C. I. A.* Celui-ci faisait savoir qu'un individu qu'on avait identifié comme étant Oswald avait pris contact, au début d'octobre 1963, avec l'ambassade soviétique à Mexico. Auparavant, le *F. B. I.* n'avait pas eu d'informations qui auraient pu lui indiquer qu'Oswald avait quitté les États-Unis. La possibilité d'un contact avec l'ambassade soviétique au Mexique stimula l'intérêt du *F. B. I.* à découvrir le lieu où se trouvait Oswald. Le représentant du *F. B. I.* à Mexico prit des dispositions afin d'obtenir plus d'informations auprès du *C. I. A.* et d'obtenir confirmation de l'entrée d'Oswald au Mexique. Le message du *C. I. A.* fut également transmis au département d'État, où il fut examiné par le personnel du bureau des passeports, qui savait, d'après le dossier d'Oswald, que celui-ci avait demandé et obtenu un passeport le 25 juin 1963. Le département d'État ne prévint ni le *F. B. I.* ni le *C. I. A.* de ces faits.

Le 25 octobre, le bureau du *F. B. I.* à La Nouvelle-Orléans apprit qu'au mois de septembre, Oswald avait laissé une adresse, 2515 West Fifth Street, Irving, Texas, pour que l'on y fit suivre son courrier. Après avoir reçu cette information le 29 octobre, l'agent Hosty s'efforça de découvrir Oswald. Le même jour, Hosty interrogea des voisins de l'immeuble indiqué dans West Fifth Street et apprit que cette adresse était celle de Mrs. Ruth Paine. Il enquêta sommairement sur les Paine, dans l'intention d'inter-

roger Mrs. Paine et de lui demander en particulier où se trouvait Oswald.

Ayant acquis la certitude que Mrs. Paine était une citoyenne sûre et à qui l'on pouvait faire confiance, Hosty l'interrogea le 1^{er} novembre. La conversation dura environ 20 à 25 minutes. En réponse aux questions d'Hosty, Mrs. Paine

... reconnut immédiatement que Mrs. Marina Oswald et les deux enfants de Lee Oswald habitaient chez elle. Elle dit que Lee Oswald vivait quelque part à Dallas. Elle ne savait pas où. Elle dit que c'était dans le quartier d'Oak Cliff, mais elle n'avait pas son adresse.

Je lui demandai si elle savait où il travaillait. Après un instant d'hésitation, elle me dit qu'il travaillait au *Texas School Book Depository*, près du centre de la ville de Dallas. Elle n'avait pas l'adresse exacte et je me rappelle être allé avec elle chercher l'annuaire du téléphone, que nous avons consulté pour y trouver l'adresse : 411 Elm Street.

Mrs. Paine dit aussi à Hosty qu'Oswald vivait seul à Dallas car elle ne voulait pas de lui chez elle, encore qu'elle voulût bien qu'il rendît visite à sa femme et à ses enfants. Selon Hosty, Mrs. Paine dit qu'elle pensait pouvoir trouver où habitait Oswald et qu'elle lui ferait connaître son adresse. A ce point de la conversation, Hosty donna à Mrs. Paine son nom et le numéro de téléphone de son bureau, sur un morceau de papier. A la fin de l'entrevue, Marina Oswald entra dans la pièce. Voyant qu'elle semblait « très inquiète » de sa visite, Hosty lui assura, par l'intermédiaire de Mrs. Paine qui fit office d'interprète, que le *F.B.I.* ne lui ferait pas de mal et ne l'inquiéterait pas.

Le 4 novembre, Hosty téléphona au *Depository* et apprit qu'Oswald y travaillait et qu'il avait donné comme adresse celle de Mrs. Paine à Irving. Hosty prit les mesures nécessaires pour faire confier à nou-

veau la responsabilité principale de l'affaire, du bureau du *F. B. I.* de La Nouvelle-Orléans, à celui de Dallas. Le 5 novembre, Hosty, passant près de chez Mrs. Paine, profita de l'occasion pour entrer lui demander si elle avait eu d'autres renseignements. Mrs. Paine n'avait rien à ajouter à ce qu'elle avait déjà dit, si ce n'était que lors d'une visite au cours du dernier week-end, Oswald avait affirmé être « trotskiste-communiste », ce qui lui avait paru, comme d'autres déclarations de sa part, illogique et assez amusant. A cette occasion, Hosty ne passa que quelques minutes dans la maison des Paine.

Comme le précédent, cet interrogatoire ne fit pas connaître à Hosty l'adresse d'Oswald ou son numéro de téléphone. Mrs. Paine déclara dans sa déposition avoir appris le numéro de téléphone d'Oswald au garni de Beckley Street vers le milieu d'octobre, peu de temps après qu'Oswald eut loué sa chambre le 14 octobre. Comme on l'a exposé au chapitre 6, elle négligea d'en informer l'agent spécial Hosty, parce qu'elle pensait que le *F. B. I.* possédait une grande masse de renseignements et qu'il lui serait certainement très facile d'apprendre où habitait Oswald.

Hosty ne fit rien de plus concernant l'affaire Oswald jusqu'après l'assassinat. Le 1^{er} novembre 1963, il avait reçu un double du rapport du bureau de La Nouvelle-Orléans, contenant les notes prises par l'agent Quigley lors de son entrevue avec Oswald, le 10 août, à la prison de La Nouvelle-Orléans. Hosty se rendit immédiatement compte qu'Oswald avait falsifié son curriculum vitae et ne douta pas qu'il devrait par la suite enquêter à ce sujet; il « s'intéressait beaucoup aux contacts qu'Oswald avait eus avec l'ambassade soviétique à Mexico et pensait qu'il était très important d'en établir la nature exacte ». Quand on lui demanda quelle aurait été sa prochaine démarche, Hosty répondit :

Eh bien, comme je l'ai déjà déclaré, je suis chargé en même temps de 25 à 40 dossiers. J'avais d'autres affaires dont je devais m'occuper. J'avais acquis la certitude qu'Oswald n'était pas employé dans une industrie où il pouvait nuire à la sécurité du pays. Je peux donc attendre jusqu'à ce que La Nouvelle-Orléans m'ait transmis les papiers m'indiquant que je possédais toutes les informations sur la question. Mon intention était alors d'interroger en détail Marina Oswald, sur elle-même et sur la vie de son mari.

Q. — Aviez-vous projeté d'autres démarches devant suivre cet interrogatoire?

R. — Non. Je devais attendre d'avoir eu cette conversation avec Marina Oswald pour voir ce qui en ressortait, puis j'aurais pu faire mes plans.

Q. — Avez-vous entrepris quoi que ce fût concernant cette affaire entre le 5 et le 22 novembre?

R. — Non, Monsieur.

Les dossiers officiels du *F. B. I.* confirment les déclarations d'Hosty, selon lesquelles rien ne fut entrepris au sujet d'Oswald du 5 novembre au jour de l'assassinat. Le 18 novembre le *F. B. I.* apprit qu'Oswald avait récemment communiqué avec l'ambassade soviétique à Washington et en avertit le bureau de Dallas dans le cadre des communications régulières. Hosty reçut cette information l'après-midi du 22 novembre 1963.

Le fait que les Services secrets n'ont pas été informés du cas Oswald. La commission a soigneusement examiné si le *F. B. I.*, en considération de tous les renseignements sur Oswald qu'il possédait dans ses dossiers, aurait dû alerter les Services secrets de la présence d'Oswald à Dallas, avant la visite du président Kennedy. Les Services secrets et le *F. B. I.* ne sont pas d'accord sur la nécessité qu'il y avait de placer Oswald dans la catégorie des « menaces contre le Président », devant être signalées aux Services secrets.

Robert L. Bouck, agent spécial responsable du *P. R. S.*, a déclaré, lors de sa déposition, que si les renseignements du gouvernement fédéral sur Oswald avant l'assassinat avaient été connus du *P. R. S.*, le cas Oswald aurait préoccupé le *P. R. S.* Bouck a souligné un certain nombre de signes caractéristiques, outre le ralliement d'Oswald à l'Union Soviétique, dont l'accumulation aurait averti les Services secrets d'un danger éventuel :

Je dirai que ses rapports suivis avec l'ambassade russe après son retour, ses rapports avec les groupes castristes, nous auraient préoccupés, le fait qu'il soit passé, je crois, devant un tribunal militaire pour détention illégale d'une arme, d'un pistolet, lorsqu'il était dans les « Marines », le fait qu'il ait eu en sa possession une arme dont il se servait souvent à la chasse, peut-être en Russie, ces faits, joints à un certain nombre de renseignements relatifs à ses dispositions mentales et à son instabilité, je pense que tous ces éléments, si nous les avions connus ensemble, se seraient additionnés pour donner l'image d'un individu plutôt inquiétant, et si nous avions su en même temps qu'il disposait d'un emplacement favorable, l'affaire nous aurait paru sérieuse, même si je dois reconnaître qu'aucun de ces faits, pris isolément, n'eût correspondu à nos critères spécifiques.

Mais c'est par leur addition d'une certaine manière que vous arrivez à obtenir des critères significatifs.

Mr. Bouck fit cependant remarquer qu'il n'avait aucune raison de croire qu'un organisme fédéral donné eût accès à toutes ces informations à la fois, y compris celle, d'une importance capitale, qu'Oswald était employé dans un bâtiment qui dominait le parcours du cortège.

En témoignant, l'agent Hosty déclara avoir été parfaitement prévenu de la visite prochaine du Président à Dallas. Il se souvint que l'agent spécial respon-

sable du bureau du *F. B. I.* à Dallas, J. Gordon Shanklin, avait commenté en plusieurs occasions la visite du Président et particulièrement au cours de la conférence bi-hebdomadaire régulière, qui se tint le matin du 22 novembre.

Entre autres choses, Mr. Shanklin nous recommanda, à propos de la visite du Président à Dallas, d'avertir immédiatement les Services secrets, si l'un de nous avait connaissance de la moindre indication de possibilité d'actes de violence ou de démonstration d'hostilité envers le Président, et de confirmer par écrit l'information. Il avait tenu les mêmes propos une semaine avant environ, à une autre conférence spéciale. Je ne me rappelle pas la date exacte. C'était environ une semaine avant.

Hosty contribua en fait à la transmission aux Services secrets de deux éléments d'information relatifs à la visite. Dans sa déposition, Hosty déclara qu'il ignorait jusqu'au soir du jeudi 21 novembre qu'il y aurait un cortège, et qu'il ne se rendit jamais compte que le cortège passerait devant le bâtiment du *Depository*. En témoignant, il déclara qu'il n'avait pas lu l'article de journal qui donnait la description détaillée du parcours du cortège, car le seul fait qui l'intéressait personnellement, c'était que le cortège passerait par Main Street, « où peut-être je pourrais le voir si j'en avais l'occasion ».

Même s'il s'était souvenu que le lieu de travail d'Oswald se trouvait situé sur la route du Président, Hosty déclara, dans sa déposition, qu'il n'aurait pas signalé Oswald aux Services secrets comme une menace éventuelle pour le Président. Hosty interprétait ses instructions comme demandant « une indication quelconque que la personne projetait une action contre la sécurité du président des États-Unis ou du vice-président. D'après lui, aucun des renseignements

contenus dans les dossiers du *F. B. I.* — ralliement d'Oswald à l'Union Soviétique, ses activités à La Nouvelle-Orléans en faveur du comité « Justice pour Cuba », ses mensonges à l'agent Quigley, son récent voyage à Mexico — n'indiquait qu'Oswald fût capable de violence. La première réaction d'Hosty en apprenant qu'Oswald était suspect dans l'affaire de l'assassinat, fut « un choc, une stupéfaction complète », car il n'avait pas de raison de croire qu'Oswald « était capable d'assassiner le Président des États-Unis ou qu'il pouvait y penser ».

Peu après l'arrestation d'Oswald et son identification, le supérieur d'Hosty l'envoya assister à l'interrogatoire d'Oswald. Hosty gara sa voiture dans le sous-sol du quartier général de la police, où il rencontra une connaissance, le lieutenant Jack Reville, de la police de Dallas. Les deux hommes sont en désaccord au sujet de leur conversation. Ils reconnaissent l'un et l'autre qu'Hosty a dit à Reville que le *F. B. I.* avait des informations sur Oswald, et qu'il était en particulier au courant de sa présence à Dallas et de son emploi dans l'immeuble du *Texas School Book Depository*. En déposant, Reville déclara qu'Hosty avait également dit que le *F. B. I.* savait qu'Oswald était « capable de commettre cet assassinat ». Selon Reville, Hosty déclara qu'il allait en parler au lieutenant Wells, du bureau des homicides et vols qualifiés. Reville consigna immédiatement cette conversation dans une note où apparaît la déclaration citée. En témoignant, sa secrétaire déclara lui avoir préparé un rapport l'après-midi même et, au cours de leur déposition, le chef de la police, Jesse E. Curry, ainsi que le *District Attorney*, Henry M. Wade, déclarèrent tous deux avoir vu ce rapport plus tard dans la journée.

Dans une déclaration par écrit et sous serment, puis en témoignant devant la Commission, Hosty nia catégoriquement avoir jamais dit qu'Oswald était

capable de violence ou avoir prétendu posséder quelque information qui le suggérât. Le seul témoin de cette conversation était un détective de la police de Dallas, V. J. Brian, qui accompagnait Reville. Brian n'entendit pas Hosty prononcer une déclaration sur les capacités d'Oswald à être un assassin, mais il n'entendit pas toute la conversation, en raison du tumulte qui régnait au quartier général de la police et du fait qu'il n'était pas demeuré en permanence à portée d'oreille.

La façon dont Hosty avait interprété les instructions du *F. B. I.* concernant la transmission de renseignements aux Services secrets a été défendue par ses supérieurs devant la Commission. Après avoir résumé les activités du *F. B. I.* se rapportant à Oswald avant l'assassinat, J. Edgar Hoover conclut en ces termes : « Jusqu'au moment de l'assassinat, rien n'avait indiqué que cet homme était un type dangereux et qu'il pût nuire au Président ou au Vice-Président. » Le directeur Hoover insista sur le fait que la première indication des dispositions d'Oswald à la violence fut sa tentative d'assassiner le général Walker, qui ne parvint à la connaissance du *F. B. I.* qu'après l'assassinat du Président. Le directeur Hoover et son assistant, Alan H. Belmont, ont l'un et l'autre souligné la décision du département d'État, qui permit à Oswald de rentrer aux États-Unis. Ni l'un ni l'autre ne pensait que l'enquête menée par le *F. B. I.* jusqu'au 22 novembre eût révélé une information justifiant une mise en alerte des Services secrets. Selon Belmont, Oswald, au moment de son retour d'Union Soviétique,

... donnait l'impression d'avoir appris sa leçon, d'être déçu par la Russie, et de s'être fait une idée nouvelle — ici je rends à peu près ce qu'il voulait dire, une idée nouvelle — de la libre société américaine.

Nous lui avons parlé deux fois. Il déclara aussi que la Russie l'avait déçu. Nous nous sommes assurés que

720

nous avons atteint notre but, qui était de déterminer s'il avait été recruté par les services de renseignements soviétiques. L'affaire fut classée.

Nous nous sommes de nouveau intéressés à lui en raison de ses contacts avec le *Worker* et le comité « Justice pour Cuba », qui sont relativement sans importance.

Ses activités en faveur du comité « Justice pour Cuba » à La Nouvelle-Orléans, nous le savions, ne tiraient pas à conséquence, du fait qu'Oswald n'était lié à aucune activité organisée là-bas.

La conversation que nous avons eue à la prison n'a rien appris du point de vue de sa propension à la violence.

Q. — Est-ce de l'entrevue avec Quigley que vous parlez ?

R. — Oui, c'était une entrevue intéressée.

Les visites à l'ambassade soviétique étaient évidemment faites en vue de se procurer un visa, et il nous avait dit au cours d'une de nos entrevues qu'il ramènerait probablement sa femme en Russie soviétique un jour. Il était retourné à Dallas. Hosty avait établi qu'il avait un emploi, qu'il travaillait, et il avait dit à Mrs. Paine que dès qu'il en aurait les moyens, il prendrait un appartement, quand le bébé serait plus grand, il prendrait un appartement, et que la famille serait réunie.

Il donnait des preuves d'assagissement. Au cours de cette enquête, ou par des informations nous parvenant d'autres organismes, nous n'avons jamais appris quelque chose qui nous aurait révélé en lui un penchant à la violence.

En conséquence, il n'y avait pas de raison pour qu'Hosty prévint les Services secrets de la présence d'Oswald...

Ainsi que ce témoignage le montre, les chefs du *F. B. I.* croyaient que leurs dossiers ne contenaient rien qui pût avertir qu'Oswald était une source de danger pour le président Kennedy. S'il avait parfois

721

12

exprimé de l'hostilité envers le département d'État, le Corps des « Marines », et le *F. B. I.*, en tant que représentants du gouvernement, il n'avait pas, à la connaissance du *F. B. I.*, manifesté de propension à la violence. Avant le 22 novembre 1963, aucun organisme chargé de faire respecter la loi ne possédait une information quelconque permettant de faire un rapprochement entre Oswald et l'attentat contre la personne du général Walker. Ce fut dans le cadre de ces données et en conformité avec les critères du *F. B. I.* antérieurs au 22 novembre 1963, que les agents du *F. B. I.* à Dallas ne jugèrent pas que la présence d'Oswald dans le bâtiment du *Texas School Book Depository* dominant le parcours du cortège fût une source de danger pour le Président et n'informèrent pas les Services secrets du fait qu'Oswald était employé au *Depository*.

La Commission estime, toutefois, que le *F. B. I.* se faisait, avant l'assassinat, une idée étroite, à tort, de ses responsabilités dans le domaine du travail de renseignements préventif. La Commission a conscience du très grand nombre d'affaires traitées par le *F. B. I.* (636 371 sujets d'enquêtes pour l'année fiscale 1963). Les Services secrets n'avaient pas établi de critères selon lesquels un dossier comme celui d'Oswald devait être porté à leur connaissance. De même, rien n'exigeait la communication du nom de ceux qui s'étaient ralliés à une puissance adverse. Cependant le *F. B. I.* disposait d'une quantité d'informations au sujet d'Oswald : il connaissait son ralliement à l'Union Soviétique, son arrogance et son hostilité envers les États-Unis, ses tendances castristes, ses mensonges lors de son interrogatoire par le *F. B. I.*, son voyage au Mexique où il prit contact avec les autorités soviétiques, sa présence au *Depository* où il travaillait et la situation de cet immeuble sur le parcours du cortège. Tout cela paraît bien suffisant pour

inciter un organisme vigilant comme le *F. B. I.*, en possession de ces informations, à classer Oswald dans la catégorie des menaces potentielles à la sécurité du Président. Il est facile, bien sûr, de prévoir après coup, mais cette conclusion est énoncée ici essentiellement afin d'amener les futurs responsables de la sécurité de nos présidents à interpréter désormais leurs responsabilités de façon plus créative et moins étroite.

Même en tenant compte du fait que les Services secrets n'avaient pas établi de critères rigoureux selon lesquels un cas comme celui d'Oswald devait leur être signalé, la Commission conclut que si le *F. B. I.* s'était occupé de cette affaire avec plus de vigilance et d'attention, il aurait peut-être mis les Services secrets au courant. Si le *F. B. I.* avait procédé à cet examen approfondi, on peut penser que le cas d'Oswald aurait donné lieu à un supplément d'enquête entre le 5 et le 22 novembre. Lors de sa déposition, l'agent Hosty a déclaré que plusieurs faits portés à son attention à la fin octobre et au début novembre, dont les contacts avec l'ambassade soviétique à Mexico, demandaient un complément d'enquête. Si l'affaire avait été conduite avec les méthodes convenables, l'annonce de la visite imminente du Président aurait incité Hosty à rechercher plus activement l'adresse du garni où habitait Oswald à Dallas, afin d'interroger celui-ci sur les questions qui exigeaient encore d'être éclaircies.

Les instructions formelles du *F. B. I.* à ses agents, déterminant les informations qui devaient être transmises aux Services secrets, étaient trop étroites à l'époque de l'assassinat. Si les Services secrets portent la responsabilité principale de cet échec, les instructions du *F. B. I.* ne donnaient pas une idée complète des requêtes des Services secrets en matière d'informations concernant les menaces virtuelles. Le manuel fait mention de « la possibilité d'un attentat contre

la personne ou la sécurité du Président ». Il ressort clairement du témoignage d'Hosty que ces mots étaient interprétés, du moins par ce dernier, comme signifiant que le *F. B. I.* devait alerter les Services secrets seulement quand il avait acquis les preuves d'un plan ou d'une conspiration pour attenter à la vie du Président. D'autre part, les efforts déployés par le *F. B. I.* depuis l'assassinat montrent qu'il comprend clairement la nécessité de communiquer des renseignements beaucoup plus étendus aux Services secrets.

En outre, et ceci est de la plus grande importance, malgré le fait que les deux services aient soutenu devant la Commission que la liaison entre eux était étroite et tout à fait suffisante, la Commission ne pense pas que la liaison entre le *F. B. I.* et les Services secrets, antérieurement à l'assassinat, ait été aussi efficace qu'elle aurait dû être. Le Manuel d'instructions du *F. B. I.* expose :

Liaisons avec les autres services gouvernementaux

Pour assurer les liaisons appropriées et efficaces, chaque *S. A. C.* devra désigner expressément un agent (ou plusieurs agents) ayant la responsabilité du développement et du maintien de la liaison avec les autres organismes fédéraux. Cette liaison devra tenir compte des intérêts communs du *F. B. I.* et de l'autre service, de la situation du quartier-général de ce dernier et du zèle plus ou moins grand que ses représentants apportent à collaborer. Dans chaque cas, les contacts doivent être organisés de façon à assurer des relations étroites et amicales, une compréhension réciproque des compétences respectives du *F. B. I.* et de l'autre service, et la volonté bien arrêtée du représentant du service de coordonner les activités et discuter les problèmes d'intérêt commun. Chaque bureau opérant sur place doit savoir quels organismes fédéraux sont représentés localement et avec lesquels d'entre eux il convient d'établir la liaison.

Le témoignage révèle que les problèmes de liaison en rapport avec la visite du Président ont été discutés deux fois officiellement par l'agent spécial responsable du bureau du *F. B. I.* à Dallas. Comme on l'a exposé au chapitre 2, des informations limitées ont été mises à la disposition des Services secrets. Mais il n'existait pas de liaison réellement efficace entre les deux services. La Commission estime en effet que la liaison entre tous les organismes fédéraux responsables de la protection du président devrait être améliorée.

Autres mesures de protection et aspects du rôle joué par les Services secrets.

En plus de leur travail d'information préventive, le voyage du Président à Dallas amena les Services secrets à prendre les nombreuses mesures pratiques exigées par la règle. L'examen de ces dispositions fait ressortir qu'à de multiples égards, elles ont été bien conçues et bien exécutées par le personnel des Services secrets. Mais, dans le cadre des tragiques événements du 22 novembre, certaines insuffisances et certaines fautes sont évidentes, en considération du niveau très élevé des critères qui, selon la Commission, devraient prévaloir dans le domaine de la protection du président.

Les premiers préparatifs. Les premiers préparatifs mis au point à Dallas par l'agent spécial Winston G. Lawson, de l'équipe de la Maison Blanche, ont été décrits au chapitre 2. En collaboration avec l'agent Sorrels, chef du bureau des Services secrets à Dallas, Lawson était responsable d'un grand nombre de dispositions concernant le voyage présidentiel. Les Services secrets préfèrent que deux agents s'occupent des premiers préparatifs. Comme le président Kennedy devait rendre visite à cinq villes du Texas et qu'en outre il avait projeté des visites, qui devaient

avoir lieu immédiatement avant le voyage au Texas, dans d'autres régions du pays, il n'y avait pas, dans le cas de Dallas, assez d'hommes disponibles pour affecter deux agents spéciaux à tout le travail de préparation. En conséquence, l'agent Lawson s'occupait seul du travail du 13 ou 18 novembre, date où il fut rejoint par l'agent spécial David B. Grant, qui venait d'achever le travail de préparation pour la visite du Président à Tampa.

La Commission conclut que les dispositions préparatoires les plus importantes pour le voyage du Président furent judicieusement mises au point. En particulier, le parcours du cortège choisi par l'agent Lawson sur le conseil de l'agent Sorrels et en collaboration avec la police de Dallas, était tout à fait approprié et conforme aux désirs connus du Président. Il existait des parcours beaucoup plus sûrs, menant directement au *Trade Mart* par des autoroutes, mais ces trajets n'auraient pas été conformes aux instructions que les collaborateurs de la Maison Blanche avaient données aux Services secrets, instructions précisant ce que devait être pour le cortège un parcours satisfaisant. Lawson consacra une grande partie de son temps à prendre les mesures de sécurité nécessaires le long du parcours du cortège et aux deux endroits où le Président s'arrêterait : l'aéroport Love et le *Trade Mart*. La Commission conclut que les dispositions prises au *Trade Mart* par ces agents des Services secrets, en coopération avec la police de Dallas et d'autres agents de la force publique locale furent soigneusement exécutées. Le Président devant passer au *Trade Mart* plus de temps que nulle part ailleurs à Dallas et en considération des risques que présentait ce bâtiment pour la sécurité présidentielle, les Services secrets ont eu raison d'accorder une attention spéciale aux préparatifs de ces dispositions. La Commission considère aussi comme tout à fait

appropriées les dispositions de sécurité prises par Lawson et Sorrels à l'aéroport Love.

La Commission estime cependant que les Services secrets n'avaient pas bien défini les responsabilités de leurs agents détachés sur place, auxquels ils avaient donné carte blanche, pour juger ce qui était important dans les préparatifs et décider des mesures à prendre. L'agent Lawson n'avait pas reçu d'instructions écrites concernant le voyage à Dallas ni d'avis à propos de n'importe lequel des problèmes très particuliers que cette visite pourrait soulever; toutes les instructions de ses chefs lui avaient été communiquées oralement. Il n'avait pas de liste des tâches qu'il devait accomplir lui-même ou avec la collaboration des autorités locales. Le seul contrôle systématique des activités de l'agent détaché sur place était celui que prévoyait une instruction selon laquelle il avait l'ordre d'établir un rapport au cours de son travail et un autre à la fin, pour chaque mission de préparation. Le premier rapport devait parvenir à l'agent chef du groupe de protection participant au voyage présidentiel assez longtemps avant son départ pour qu'il soit informé de tous les problèmes particuliers rencontrés et des dispositions prises afin de les résoudre. Le premier rapport de l'agent Lawson parvint à l'agent Kellerman le 20 novembre, la veille du départ pour le Texas.

Les Services secrets ont déclaré à la Commission qu'aucune précaution exceptionnelle n'avait été prise à Dallas, et que « les précautions pour le déplacement du Président étaient les mesures de sécurité toujours appliquées lors des déplacements de ce genre à l'intérieur des États-Unis, au cours de l'année précédente. En déposant, l'agent spécial Sorrels a déclaré que les dispositions mises au point à cette occasion étaient « à peu de choses près les mêmes » que celles qui avaient été arrêtées en 1936, pour un voyage à Dallas

du président Roosevelt, première mission importante dont fut chargé Sorrels, concernant le président.

Considérant les changements constants de la nature des risques que court le président et la diversité des dangers pouvant surgir dans les diverses villes des États-Unis, la Commission estime que les mesures ordinaires en usage depuis de nombreuses années et appliquées de façon identique dans toutes les régions des États-Unis peuvent être insuffisantes. C'est ainsi qu'il n'existe pas de dispositions des Services secrets visant à évaluer, avant un voyage, des difficultés particulières qui pourraient être prévues, et faisant appel au jugement et à l'expérience des autres membres du groupe d'agents des Services secrets en fonction à la Maison Blanche, en plus de l'agent détaché sur place. Une constante réévaluation des mesures de protection, qui s'attacherait aux problèmes spéciaux et à la mise au point d'instructions particulières pour chaque voyage, serait une innovation souhaitable.

Liaisons avec les autorités locales chargées du maintien de l'ordre. Dans la description des aspects importants des premiers préparatifs, mention a été faite des nombreuses discussions qui eurent lieu entre les Services secrets et le département de la Police de Dallas. L'aide sans réserve de ces autorités locales était indispensable aux Services pour l'accomplissement de leurs devoirs. Les Services secrets avaient affecté 28 agents spéciaux à la visite à Dallas. Les plans de l'agent spécial Lawson exigeaient le déploiement de près de 600 membres du département de la Police de Dallas, des pompiers, des services du Shérif du comté, et du département de la Sécurité publique du Texas. Malgré cette nécessité de faire appel aux autorités locales, qui aurait été pratiquement la même pour une visite du Président dans n'importe quelle grande ville, les Services secrets, au moment de l'assassinat, n'avaient pas établi de règles fixant leurs rapports avec

ces autorités. Aucune liste des problèmes à examiner et résoudre avec la police locale lors de telles visites dans des régions urbaines n'avait été préparée et aucun document écrit ne précisait le rôle que la police locale devait remplir. Les discussions avec les autorités de Dallas et les demandes qui leur furent adressées étaient tout à fait officieuses.

La Commission estime essentiel d'établir un document régulier définissant les responsabilités de chacun, texte qui dans chaque cas serait complété de manière à tenir compte des conditions particulières de chaque déplacement présidentiel. Ce document contribuerait à éliminer les variations dans l'interprétation des instructions des Services secrets, par les différents services locaux de la police. Les agents des Services secrets ont demandé, par exemple, à la police de Dallas de surveiller toutes les voies d'enjambement au-dessus du parcours et d'en faire évacuer « le personnel non autorisé à y demeurer », mais le sens de ce mot ne fut pas précisé. Tout le monde fut expulsé de certaines voies d'enjambement, tandis que des ouvriers des chemins de fer et du dépôt furent autorisés à demeurer sur le pont dominant la scène de l'assassinat, sous le contrôle de la police, comme on l'a exposé au chapitre 3. Le chef adjoint de la police de Dallas, Batchelor, remarqua l'absence de tout document officiel, établi par les Services secrets et exposant la tâche précise assignée à la police locale et fit observer qu'un tel document serait souhaitable. L'agent spécial Lawson convint qu'un tel règlement l'aiderait et aiderait d'autres agents à s'acquitter de leurs responsabilités d'agent détaché sur place pour l'organisation d'une visite présidentielle.

Le contrôle des bâtiments le long du parcours du cortège. L'agent spécial Lawson ne prit pas de dispositions pour l'inspection des bâtiments situés le long du parcours du cortège, soit par la police locale,

soit par les gardiens des dits bâtiments, car ces vérifications n'étaient pas dans les pratiques courantes des Services secrets. Le chef des Services secrets a donné à la Commission une explication détaillée de cette ligne de conduite :

A l'exception du cortège qui se forme le jour où un nouveau président entre en fonctions, ou d'autres cortèges auxquels prennent part des dignitaires étrangers en compagnie du président à Washington, les Services secrets n'ont pas eu pour pratique d'inspecter ou de contrôler les bâtiments le long du parcours d'un cortège présidentiel. Dans le cas de l'installation d'un nouveau président ou de certains autres cortèges se déroulant à Washington, et dont le parcours traditionnel est connu du public longtemps à l'avance, les bâtiments situés le long de ce parcours peuvent être contrôlés par des équipes de policiers, et des gardes armés sont postés le long du parcours aux endroits qui l'exigent. Mais dans le cas de voyages hors de la capitale, où le parcours n'est fixé et rendu public que quelques jours seulement à l'avance, les bâtiments ne sont contrôlés ni par les agents des Services secrets, ni par les hommes d'un autre service de police à la demande des Services secrets. Les effectifs des Services secrets et le temps disponible rendent impraticable la surveillance de centaines de bâtiments et de milliers de fenêtres.

A Dallas, le parcours choisi comprenait un passage obligatoire dans le quartier principal du centre de la ville, entre des bâtiments élevés. Tandis que certaines rues, jugées trop étroites, pouvaient être évitées, et remplacées par d'autres, il était impossible de choisir un parcours où le Président n'aurait pas été vu des toits ou des fenêtres des bâtiments. A Dallas, aux deux endroits où le Président devait demeurer pendant un certain temps, l'aéroport Love et le *Trade Mart*, des dispositions avaient été prises pour la sécurité de ces bâtiments et de leurs toits, en plaçant des policiers aux endroits voulus. Des dispositions similaires, sur un parcours de seize kilomètres comprenant de nom-

23 NOVEMBRE 1963

Phases du complot contre les Etats Unis

(1) Assassinat du President Kennedy par Lee Harvey Oswald
série de Lee H. Oswald
Revue

(2) début de celle-ci, mettre en accusation le Kambou, qui est dément, par Krotchew en remettant le dossier de Lee Oswald, au sujet de son séjour en U.R.S.S.
Revue

(3) accusations contre le parti communiste US par la John Birch, démentie par Edgar Hoover lui-même en déclarant, qui tous ses officiers ont tous put se infiltrer dans celui-ci, il n'a découvert aucun complot contre Kennedy
Echoue

(4) Pierre Goussard agissant seul, sur le Rapport Warren
Revue

après avoir payé une amende, le Parti Communiste U.S. est déclaré légal et peut présenter des candidats, en vue d'élection (novembre 1965)
NON-PREVUE

Affaire Bobby Baker scandale à la Maison Blanche, où nous trouvons une escuse de 1000 hommes parmi elle une Allemande, qui a été recrutée par la secrétaire de Bobby Baker
Revue

Cette Allemande venant derrière le Rideau de fer, favorable au nazisme, fait la connaissance d'un agent de l'armée de l'Air de l'Allemagne de l'Ouest, en partance pour une délégation en U.S.A. Avec de l'argent, le sergent et cette Allemande s'échappent avant le départ. A son arrivée elle occupe par la suite de Bobby Baker
Revue

Dans l'escuse, on comprend, toutes les bandes têtes de la scène nationale, sénateurs, députés etc... tous de l'Allemagne ou Allemagne amis de son mari décédé - 1963
Revue

Font COMPROMISEE
Mort accidentelle en avion de la secrétaire de Bobby Baker
NON-PREVUE

Bobby Baker
condamné par neuf chefs d'accusations
NON-PREVUE

Publication hostile à Kennedy tracts hostiles à Kennedy publiés le matin même de l'assassinat de Kennedy parmi les artisans de ceux-ci nous trouvons des hommes de la Division Walter, des membres de la John Birch Society
Revue

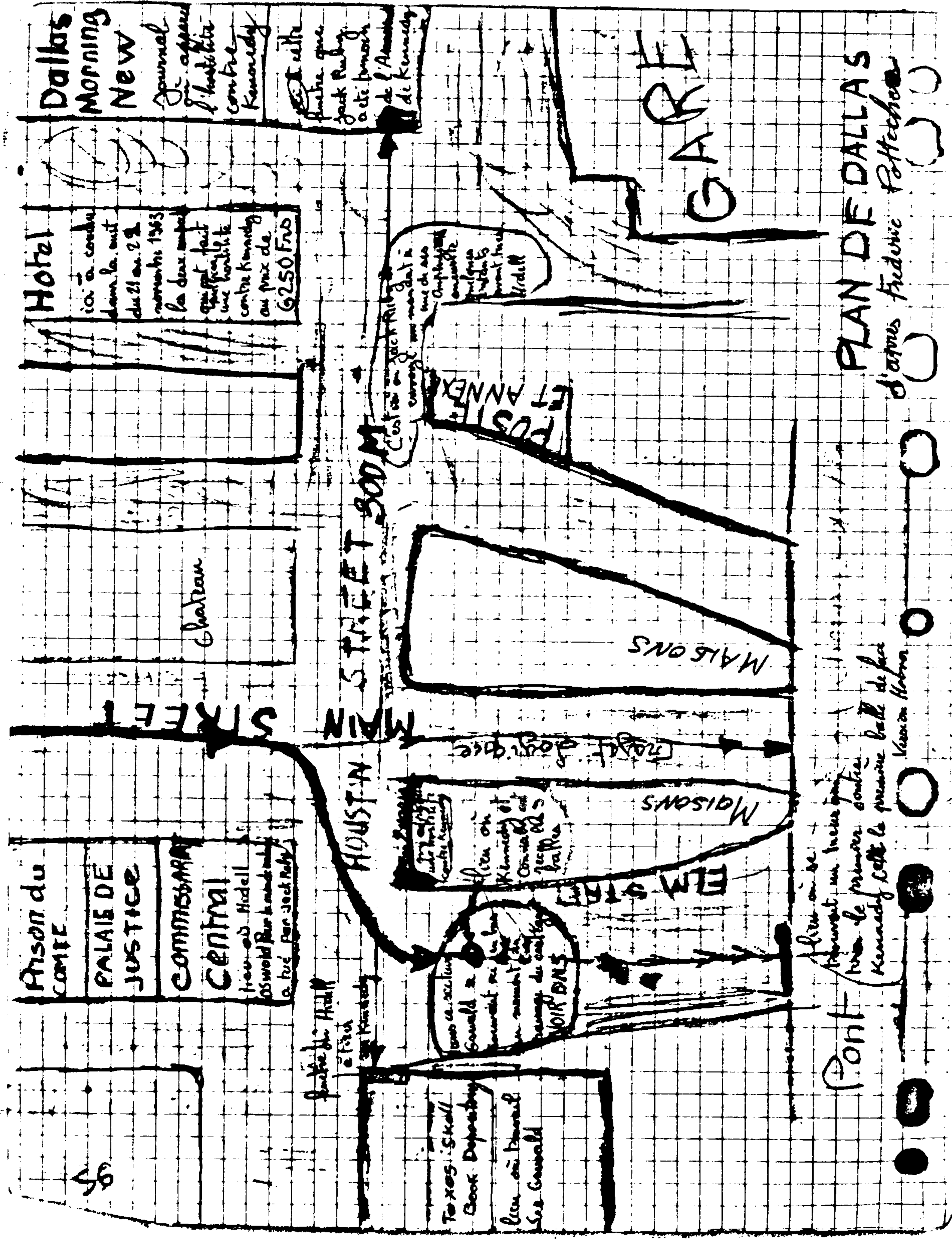
Deux nazis en passage de Kennedy se félicitent de sa mort. Le Grand Quatrième Nazi de Buenos Aires se félicite aussi de la mort du Président Kennedy
Revue

Actes des subalternes d'Otto Skorzeny, pour compromettre les Goussard et Goussard au Mexique, et à Dallas
Echoue

Scènes du film au Parti Nazi Américain décembre 1965 orientation de Rockefeller par le F.B.I. janvier 1966
NON-PREVUE

Suite d'Otto Skorzeny en Afrique du Sud 17 avril 1965 quelques jours après le changement de la direction de la CIA (service secrets US) 17 avril 1965
NON-PREVUE

SS



PLAN DE DALLAS
 d'après Frederic Pottecher

L'INTERVENTION D'OTTO SKORZENY et de ses agents



AUJOURD'HUI, D'IRLANDE, L'HONORABLE OTTO SKORZENY dirige les 2 000 agents secrets nazis répartis sur le globe.

Noir et Blanc

LE GLOBE

Mais voilà qu'aujourd'hui il se
serait pas tellement opposé à ce
qu'on lui fait. Avec la venue de
l'homme d'affaires, les conditions
sont devenues meilleures. On
peut dire que c'est un grand succès.
Lorsqu'il s'agit de l'homme d'affaires,
on peut dire que c'est un grand succès.
Lorsqu'il s'agit de l'homme d'affaires,
on peut dire que c'est un grand succès.

Pourquoi Oswald et pas un autre ?

Pourquoi lui et pas un autre ? Le
syndicat du crime, à travers le mon-
de, ne manque pas de tireurs d'élite.
Bien mieux entraînés que Lee Os-
wald. Mais ce qui est intéressant
pour une certaine société secrète,
c'est que l'homme qui tire sur
Kennedy, l'atteigne ou le manque,
mais puisse dire, en face de douze
jurés, sous les sunlights de la télé-
vision et devant des milliers de jour-
nalistes du monde entier :
« C'est Moscou qui m'a donné
l'ordre de tuer Kennedy »

Alex James Heddell (ami d'Oswald) il fut 56
qui fut Oswald pour le monde entier
(demande lui) Voir France - Soir 29 avril 1965
Otto Skorzeny s'enfuit en Afrique du Sud, 12 jours
après le changement de direction de la CIA (John Mc
Cone par William Raborn le 11 avril 1965) ceci prouve
plus ou moins son intervention, il échoua pour son...

Lorsque Manfred Schlücker nous donne un aperçu des diverses missions qu'effectuent les Nazis, à travers le monde on ne peut s'empêcher de

penser qu'Otto Skorzeny n'est non seulement le maître mais qu'il leur porte tout le poids de ses qualités et de ses connaissances. On ne peut que les diriger, personnellement par hommes.

riser les menaces... contre un pays... seraient plus en... Celles d'un peuple... leurs frères de race... cadre d'une opération... Et d'ignorer... es nationalismes arabes, asiatiques ou africains pour que se succèdent les « points chauds » aux quatre coins de la terre.

Manfred Schlücker m'a résumé cette tactique en faisant appel à la verdeur du langage français : — En un mot, notre but, c'est de faire le bordel partout où c'est possible, de susciter l'apathie des peuples qui dorment et de les exciter au plus haut point.

Cette action suppose une présence constante des nazis sur la plupart des continents. Et j'allais dire : une présence intelligente. Les quelques deux mille agents « actifs » dont Otto Skorzeny a le contrôle, ne doivent manquer ni de flair ni d'habileté. En dehors des couvertures qu'ils sont obligés d'adopter selon les circonstances et les pays, ils ne peuvent se permettre aucune erreur d'identification idéologique.

Après d'un Oswald, ils seront, dans le verrou, de parfaits agents soviétiques.

En fait, en novembre 1963, les nazis de Buenos Aires n'attendent que l'assassinat de Kennedy rien d'autre qu'un test. Si Oswald avoue qu'il a été télécommandé par Moscou, pensent-ils, la colère sera grande dans les foyers américains.

accusation contre Moscou

Klui-même aurait décidé de donner le dossier Oswald à Washington

De notre envoyé spéc. perm. A. de SEGNAC.

WASHINGTON, 2 décembre (par fil spécial).

CE serait Khrouchtchev lui-même qui aurait pris la décision de faire remettre aux Américains les dossiers sur Oswald, en possession des Soviétiques.

Les documents sur l'assassinat présumé du président Kennedy, remis samedi par l'ambassadeur soviétique Anatole Dobrynine au secrétaire d'Etat Dean Rusk, ne vont pas toutefois apporter, semble-t-il, une contribution bien importante au dossier du meurtre le plus tragique de l'après-guerre.

La quinzaine de feuillets, remis sans commentaires par l'ambassadeur au cours d'une brève entrevue, ne contiennent en effet à première vue pas d'éléments majeurs. Le dossier comprend des copies de lettres relatives à une demande de visa adressée en anglais par Oswald au consulat de l'U.R.S.S., les réponses des services officiels russes et l'échange de correspondance en russe entre l'ambassade et le ministère des Affaires étrangères à Moscou sur le sujet.

Immédiatement au F.B.I.

Sans même prendre le temps de les faire lire par ses services, M. Rusk les fit envoyer immédiatement au F.B.I. (Sûreté fédérale) qui les fit traduire sans délai.

Les Américains attachent bien plus d'importance au geste politique qu'aux éléments nouveaux. C'est bien la première fois dans l'histoire des relations américano-soviétiques que les Russes proposent d'ouvrir leurs dossiers et de remettre des documents, en principe secrets, sur Etats-Unis. Sans doute estimant-ils que les lettres d'Oswald peuvent peut-être servir aux enquêteurs.

Mais surtout, ils cherchent à prouver leur bonne volonté et à démontrer qu'ils ne sont pour rien dans l'assassinat.

Oswald, qui tente d'obtenir la nationalité soviétique, pourrait, en effet, amener une partie de l'opinion américaine à croire qu'il était pour le compte de Moscou. Une reconnaissance de la ténacité entre les deux pays pourrait en découler. Les Russes veulent éviter.

Pour la publication de l'investigation contre Kennedy (document N° 1031)

France Soir

DEUX hommes mystérieux séjournèrent à Dallas au moment de l'assassinat du président Kennedy. Tous les efforts pour les retrouver ont été vains et deux membres du Congrès du Connecticut ont demandé hier au F.B.I. (Sûreté fédérale) d'ouvrir une enquête sur l'organisation qu'ils représentent.

Il s'agit d'un sergent Bernard Weisman, qui se dit président d'un comité américain de recherches, et de son collaborateur, William Burley. Le jour même de l'arrivée du président Kennedy aux Etats-Unis, ils étaient porteurs d'une pleine page encadrée de noir dans le « Dallas Morning News », attaquant Kennedy avec une violence inouïe.

Tous les arguments de l'extrême-droite y étaient repris : Pourquoi le parti communiste vous soutient-il ? Pourquoi embrassez-vous Tito ? Pourquoi votez-vous Bobby Kennedy-t-il les Américains et caetera-t-il les Russes ?... Etc.

On voit le genre. C'était signé : Le Comité américain de recherches Bernard Weisman, président, poste restante, Dallas.

Ils ont payé

Weisman et Burley ont payé pour chambre d'hôtel et le prix de la page de publicité dans le journal (1.250 dollars, soit 3.250 francs) en espèces, ce qui, aux Etats-Unis, est proprement extraordinaire. Ici on paie tout par chèque, même pour deux dollars (50 francs). Et ils sont, bien sûr, repartis sans laisser d'adresse.

1963 DALLAS, 30 novembre (par téléphone).

les réponses et solutions des actes de ces deux hommes dans cet article dans Noir et Blanc

LE 22 novembre 1963, peu avant 12 h 30, sur les trottoirs de l'Elm Street, à Dallas, deux hommes se confondent dans la foule qui va acclamer le président Kennedy. Aucun appareil photographique ne peut les distinguer au milieu de la marée humaine. L'un d'eux affiche même toutes les caractéristiques du Texan. Il ne lui manque plus que le chapeau. L'autre, un peu plus petit, pourrait être un modeste fonctionnaire de Dallas dont la calvitie naissante et le ventre rebondi révèlent la quarantaine.

Tous deux ne paraissent pas épuisés par le long voyage qu'ils viennent d'accomplir. Il est vrai, qu'en avion, le trajet de Buenos Aires à New York n'est plus une affaire de pionniers. D'ailleurs, ils ont eu le temps de prendre du repos à Dallas depuis deux jours. Un ami commun les a hébergés. En réalité, il ne l'est que de fraîche date, depuis le 20 novembre. Il a suffi d'un coup de téléphone de Buenos Aires pour que cet ami les accueille à leur arrivée de New York, avec de grandes claques sur les épaules.

Si la fatigue ne se lit pas sur leurs traits, par contre on pourrait y deviner une certaine curiosité à mesure qu'approche le cortège du président Kennedy. Ils évitent de se consulter du regard et profitent même du remous des spectateurs pour se réparer. Quand à 12 h 30 précises, la voiture présidentielle passe devant eux, ils retiennent leur souffle. Les premiers coups de fou qui partent du dépôt des livres scolaires, juste en face d'eux, vont couvrir le soggil de soulagement qui s'échappe de leurs poitrines. Alors seulement, tandis que la terreur s'empare de la foule, que des gens se couchent à terre, ils échangent un clin d'œil. Quelques heures plus tard, ils se retrouveront chez cet ami à qui ils annonceront qu'ils restent encore quelques jours avant de rejoindre Miami.

De parfaits touristes en quelque sorte !

probablement la CIA, pour

Gowald, un agent de la CIA, ce sera Jack Ruby à tuer Oswald mathématiquement la même manière, un agent du F.B.I. qui n'interviendra pas directement

La C.I.A. avait rancune contre J.F. Kennedy à cause de l'opération nommée "Baie des cochons" le blocus contre Cuba et le traité de Moscou limitant les essais nucléaires.

Elle regrettait le bon temps de la "Guerre Froide" qui a fait tous ses succès, la "Coexistence pacifique" lui a fait perdre tout son prestige.
La Society John Birch, le General Walker, le Ku Klux Klan détestent les Kennedy, voir quelques raisons.

Le 25 Juillet 1963 accord de Moscou sur la limitation des essais atomiques. L'organisation se voit faiblir devant les communistes.

Mai 1963. en Alabama, graves incidents avec la John Birch Society, obligeant Kennedy à donner un tournant dangereux il envoie les troupes fédérales.

Le procureur du Texas et l'extrême droite de Dallas ne peuvent admettre un noir condamné à mort, gracié par le gouvernement du Texas soit par l'influence du président Kennedy, ~~Car~~
~~Edell - il a obtenu sa condamnation à mort, 23 ans de réclusion~~

Un agent de la C.I.A. a dit au directeur du dépôt des livres scolaires : "Nous ne pouvons pas vous donner d'explications mais nous souhaitons voir travailler Oswald chez vous".

La conspiration s'est vu ralliée par quelques sympathisants de la Police de Dallas. Ils sont peu nombreux, une dizaine en tout. Elle monte les derniers détails afin d'obtenir une mort instantanée pour le président, et la culpabilité d'Oswald.

Hidell passe la nuit dans le dépôt, mange du poulet boit et fume. Il a l'arme du crime, c'est une carabine de marque italienne avec une lunette de marque nipponne. Il a dormi comme un loir. Le lendemain, les détails sont mis en action: la position de la police envers Oswald, la place d'un nazi sur le pont, Hidell au sixième étage du dépôt. Un magistrat avec des agents sont chargés de suivre Oswald. Un complice est chargé de tuer l'agent Tippit. Un autre doit donner le signal et pour innocenter Hidell (DNS). Tout est prêt pour les assassins du président Kennedy et pour insulper Oswald. Malheureusement un cinéaste amateur prend deux silhouettes au sixième, il est 12 h.20. A 12h.30 le signal est donné, Oswald se sauve en s'enfuyant dans un bus. Les 4 coups sont tirés le président Kennedy est blessé mortellement, le gouverneur du Texas est blessé aussi. Oswald arrive à se détacher du 1er agent. Le procureur plus tenace arrive difficilement à le faire. Par renseignement, il le retrouve, et il sait qu'Oswald s'est enfermé dans un cinéma. Les coups tirés, Hidell essuie son fusil prend l'ascenseur pour descendre jusqu'au 2è étage car le complice a pu très rapidement le mettre au 3è étage où il a ouvert les portes. De cette manière, apparemment personne n'a pu se servir de l'ascenseur. L'agent voit boire Hidell à un appareil automatique. L'agent et le directeur du dépôt gravissent les étages. Hidell a pris tout son temps. Il peut très facilement s'enfuir, il a toutes les portes ouvertes. Les agents s'écartent devant lui. A sa disparition l'ordre d'arrêter Oswald est donné. Hidell prend l'autobus, fait semblant de s'enfuir sachant très bien qu'il ne risque rien. Il fait tout pour éveiller l'attention. Il voit le procureur qui lui fait signe de disparaître.

Candidate



Oswald portait, le jour du crime, un blouson brun. L'assassin de Tippit, ses vêtements blancs.

60

Document Warren

Affaire Oswald

pour fin ~~de~~ ^{devenir saisi} ~~à~~ ^{gagner.} ~~sur~~ ^{sur le coté} ~~de~~ ^{osuille collante}



15. plus... RE DE J.F. K. ? UNE PROVOCATION, POUR LA C.I.A...
choisi... provocateur « manipulé », devait disparaître, vite!
faut d...

15 Se mentir et Alex James Hudell (Document de
la commission Pappas Exhibit 9)

Document Warren



Marina Oswald, interviewée à la télévision américaine (Document U. S.)

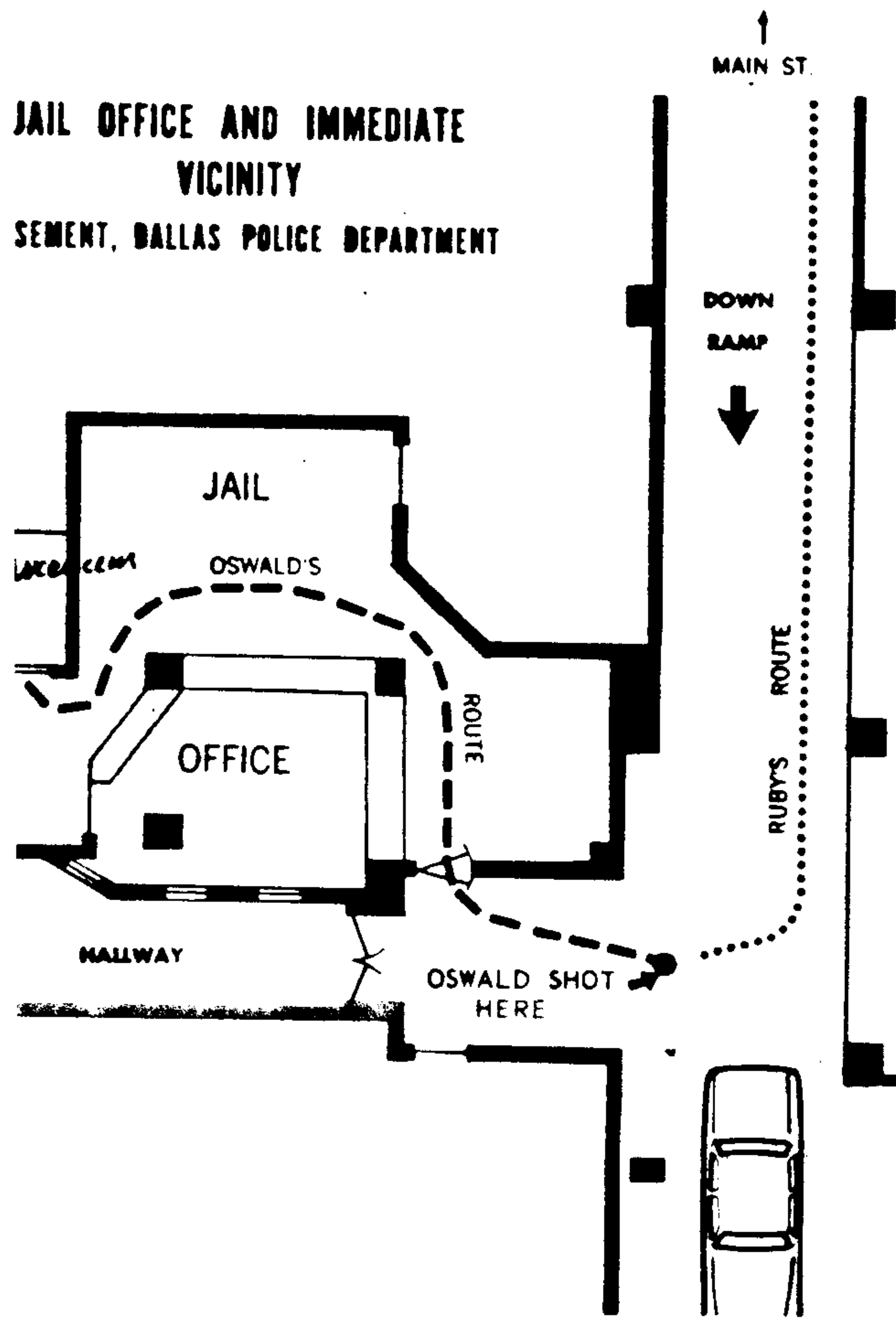


Commission Exhibit No. 263

DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2634

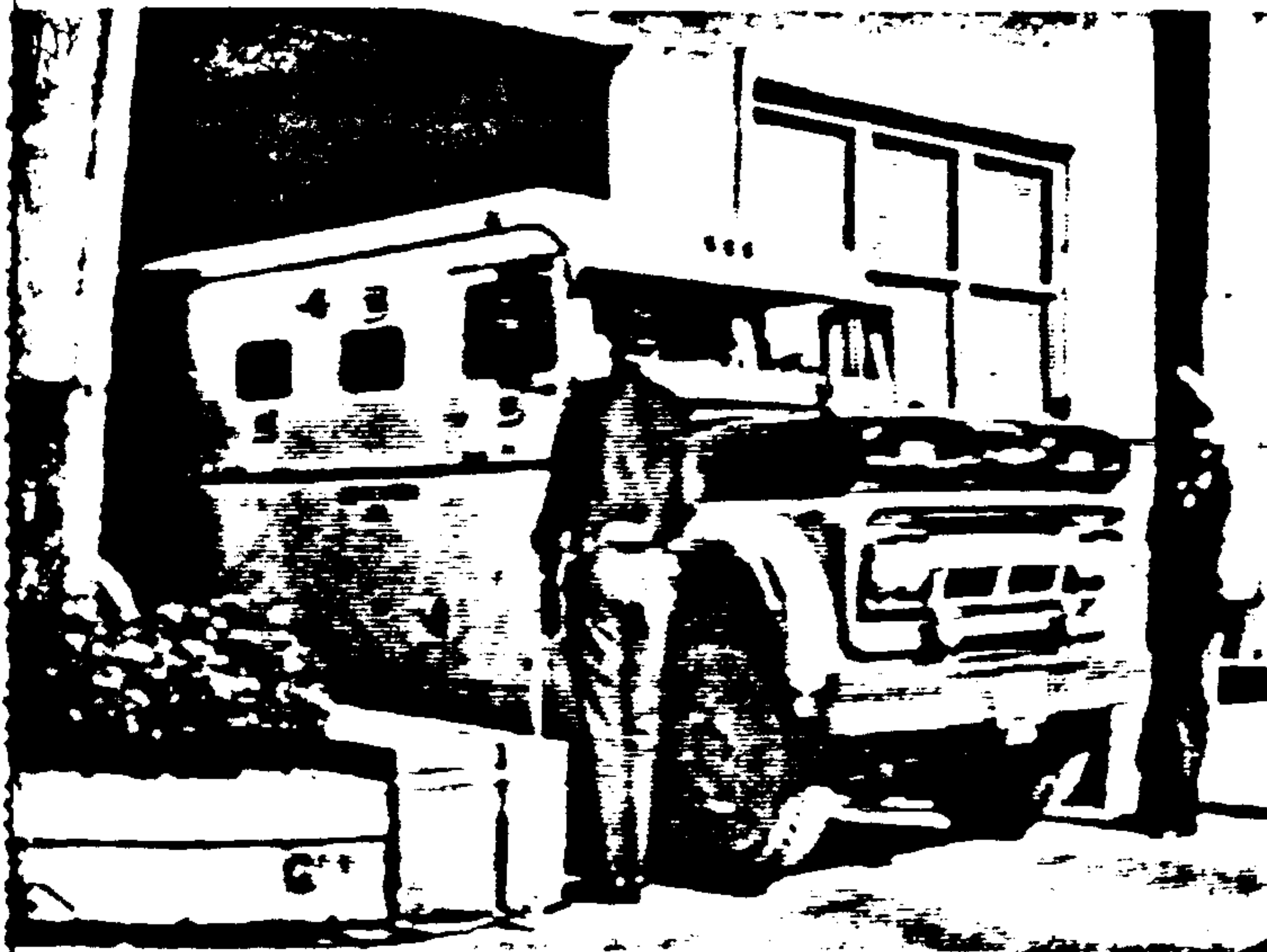
Voici l'aspect qu'offrait le hall situé au-delà du bureau de la prison, immédiatement avant le meurtre (dimanche 24 novembre).

JAIL OFFICE AND IMMEDIATE VICINITY
SEMENT, DALLAS POLICE DEPARTMENT



DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2177

BUREAU DE LA PRISON ET SES ABORDS, AU SOUS-SOL DU
DÉPARTEMENT DE LA POLICE DE DALLAS.



DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2710



DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2632
Interview donnée à la presse par le chef Curry
dans le couloir du deuxième étage.



DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2635

Ruby dans le sous-sol (à l'extrême droite) immédiatement avant le meurtre (dimanche 24 novembre).

~~En haut : Ruby à l'audience dans le sous-sol.~~
~~En bas : Oswald à la conférence de presse.~~

En-dessous : Oswald à la conférence de presse donnée dans la salle de réunion, pendant la nuit du vendredi.



DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2636

Ruby tuant Oswald (dimanche 24 novembre).

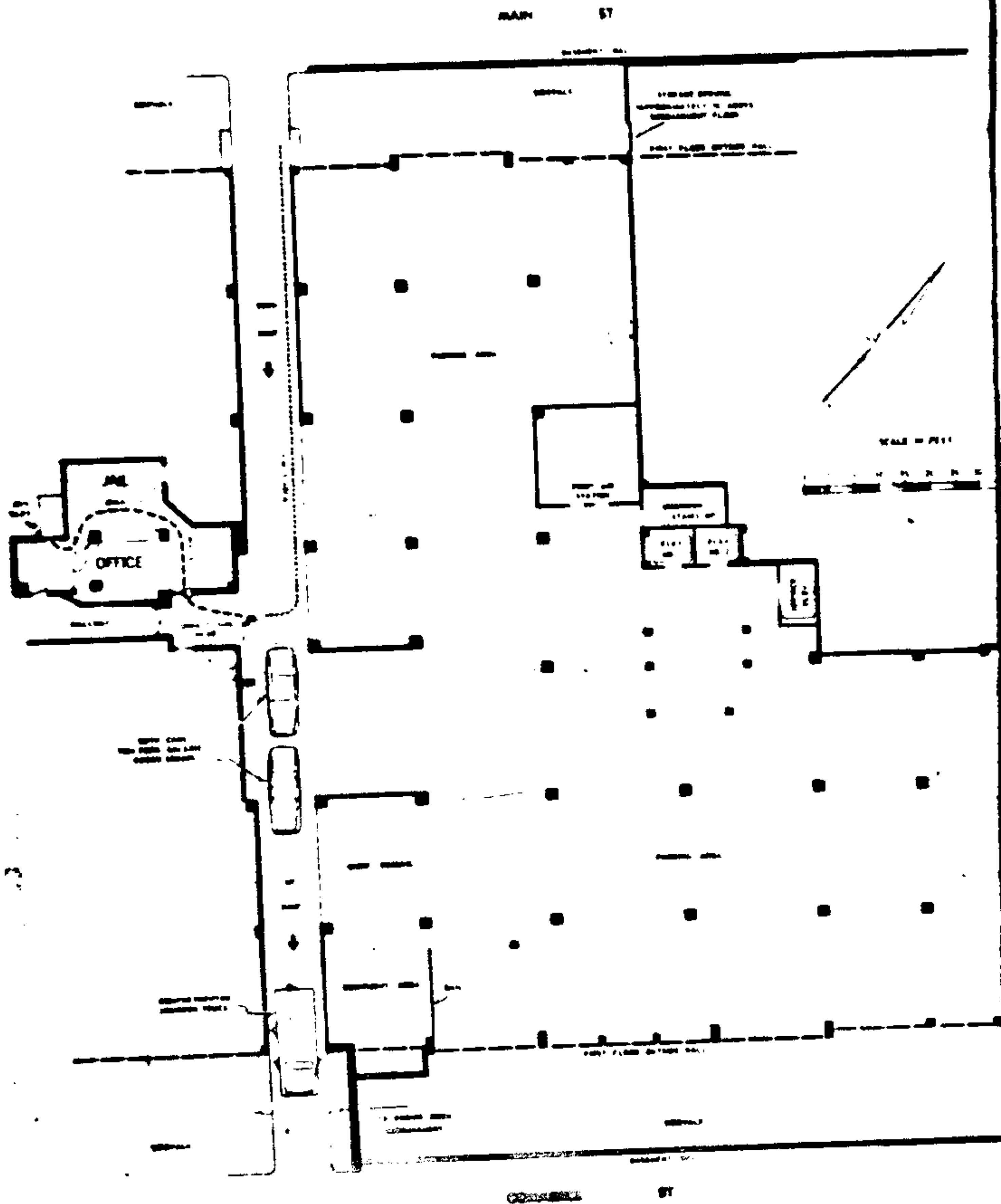


OSWALD AT PRESS CONFERENCE IN ASSEMBLY ROOM, FRIDAY NIGHT

COMMISSION ERROTT 1964

DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2665

BASEMENT
DALLAS POLICE DEPARTMENT, DALLAS, TEXAS

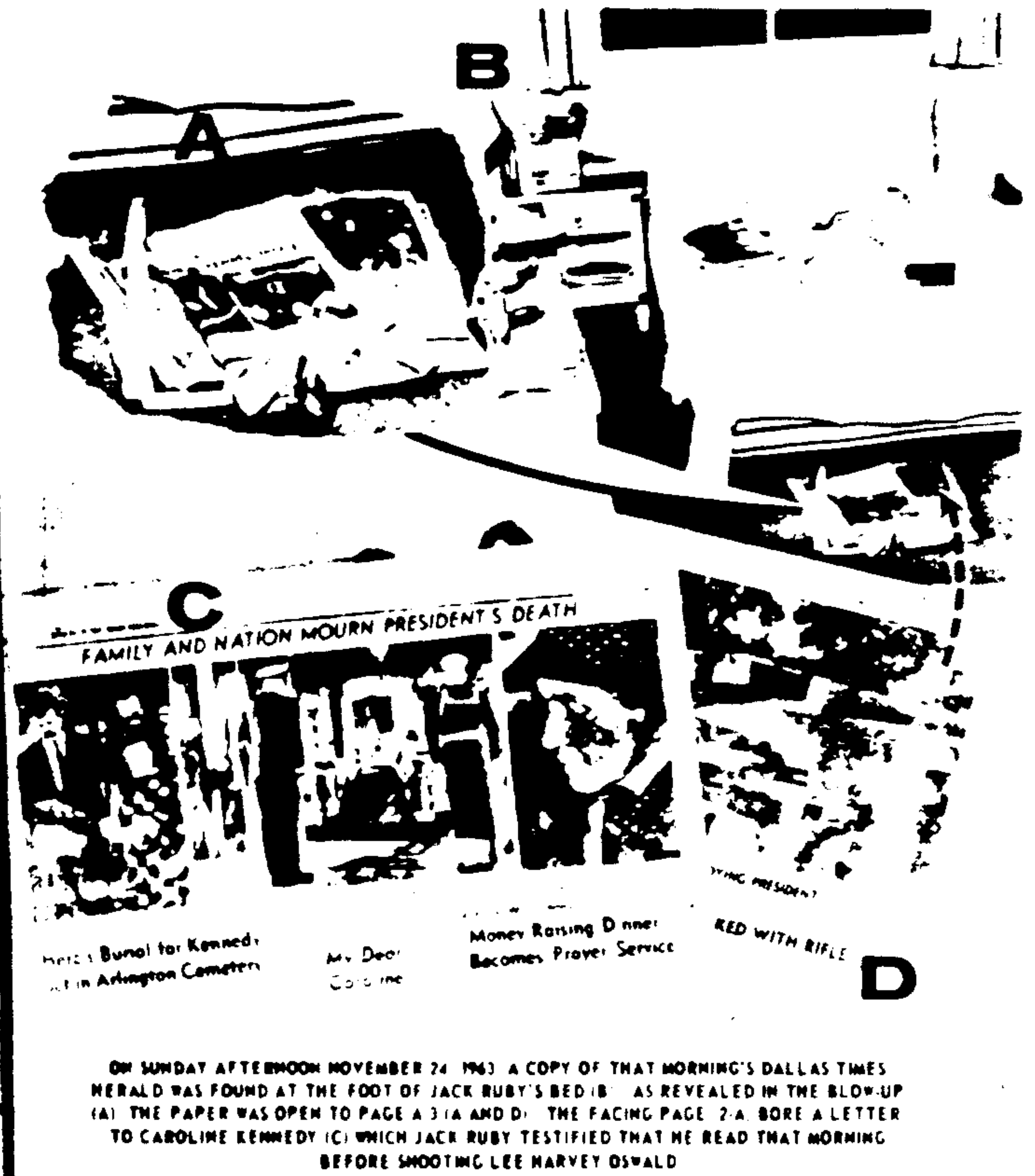


DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2179

PLAN DU SOUS-SOL DU DÉPARTEMENT DE LA POLICE DE DALLAS, TEXAS.

A g.: le bureau de la prison. Les petits traits indiquent le chemin parcouru par Oswald avant qu'il ne soit tué (l'endroit du meurtre est marqué par un point noir).

BEDROOM OF JACK RUBY'S APARTMENT
(COMMISSION EXHIBIT 2426)



ON SUNDAY AFTERNOON NOVEMBER 24, 1963, A COPY OF THAT MORNING'S DALLAS TIMES HERALD WAS FOUND AT THE FOOT OF JACK RUBY'S BED (B). AS REVEALED IN THE BLOW-UP (A) THE PAPER WAS OPEN TO PAGE A-3 (A AND D). THE FACING PAGE 2-A BORE A LETTER TO CAROLINE KENNEDY (C) WHICH JACK RUBY TESTIFIED THAT HE READ THAT MORNING BEFORE SHOOTING LEE HARVEY OSWALD.

DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2426

LA CHAMBRE A COUCHER DE L'APPARTEMENT DE JACK RUBY.

Dans l'après-midi du dimanche 24 novembre 1964, un exemplaire du *Dallas Times Herald*, paru le matin même, fut trouvé au pied du lit de Jack Ruby (B). L'agrandissement (A) a révélé que le journal était ouvert à la page A-3 (A et D). Dans la page qui se trouvait en face, page 2-A, était insérée une lettre à Caroline Kennedy (C) que Jack Ruby a attesté avoir lue le matin avant de tuer Lee Harvey Oswald.

**JACK RUBY MOVING TOWARD OSWALD
IN FRONT OF NEWSMAN IKE PAPPAS**



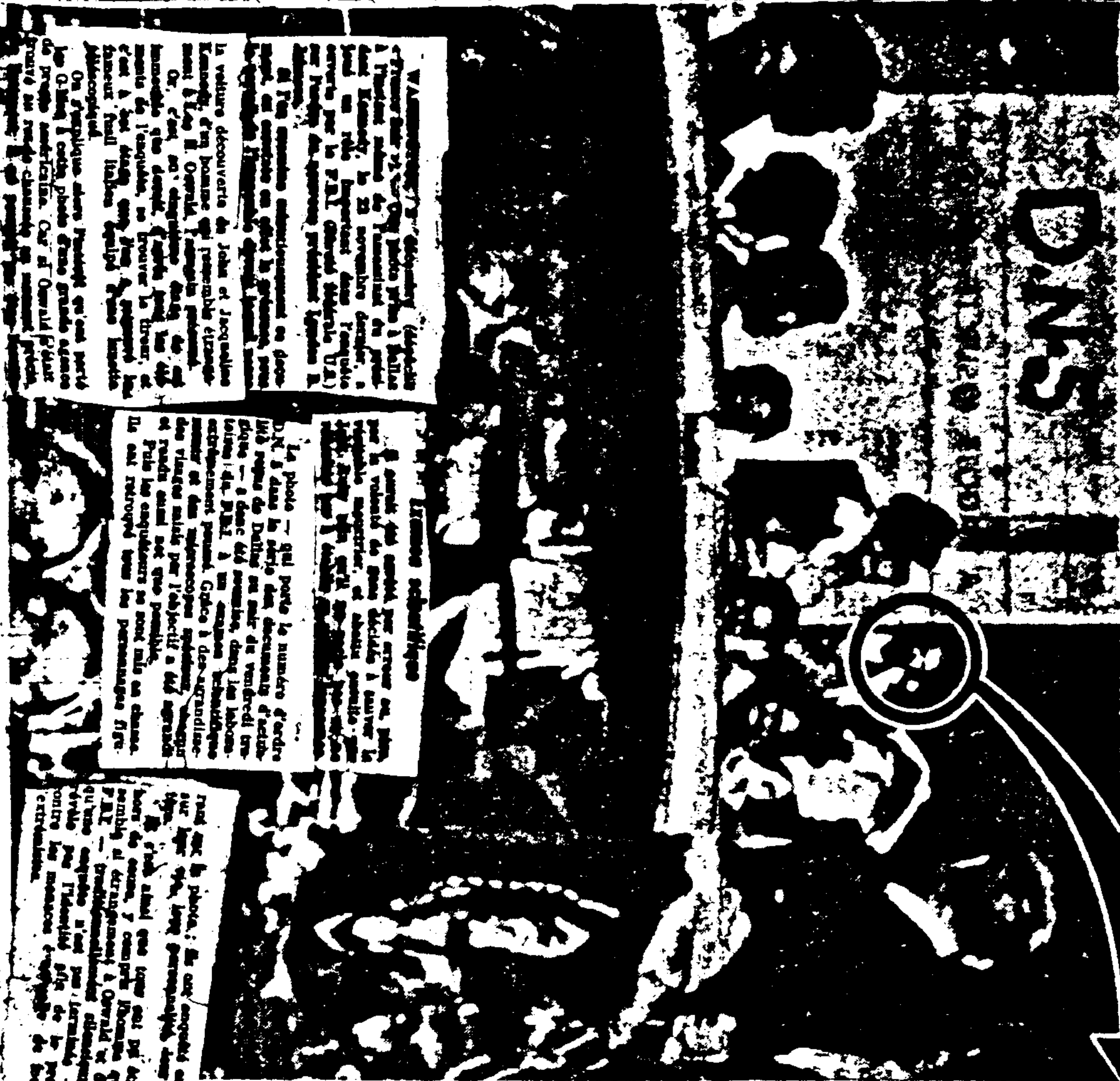
DÉPOSITIONS PAPPAS 1 ET 2

**JACK RUBY SE PRÉCIPITE SUR OSWALD EN PASSANT DEVANT
LE JOURNALISTE IKE PAPPAS.**

Le F.B.I., intrigue, a identifié tous les personnages de cette photo

Evans - Sur - L. S. de la A663

DANS



Un homme qui...

Un homme qui... (Text describing a man in the photo, possibly related to the assassination.)

Le photo...

Le photo... (Text discussing the identification of individuals in the photograph.)

Le photo...

Le photo... (Further details about the photo and the individuals shown.)



Le photo... (Caption for the close-up photo of the man's face.)



Autre du photo... (Caption for the second close-up photo.)

Sur cette photo, prise à l'instant même du premier coup de feu tiré contre John Kennedy, à Dallas, un homme qui se trouve sous le porche et regarde passer le cortège rassemble étrangement à l'assassin présumé, Lee Oswald. Le F.B.I. a fait une enquête minutieuse et l'on croit savoir qu'il a identifié ce mystérieux personnage. Tous les personnages présents sur les photos prises au moment de l'attentat, qui d'ailleurs...

Le F.B.I., intrigues personnages

France



WASHINGTON, 2 décembre (dépeché « France Soir »). — Une photo prise à Dallas à l'instant même de l'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre dernier, a joué un rôle important dans l'enquête ouverte par le F.B.I. (Sûreté fédérale U.S.) sur l'ordre du nouveau président Lyndon B. Johnson.

Si l'on examine minutieusement ce document, on constate en effet la présence, sous le portail de l'immeuble devant lequel se

la voiture découverte de John et Jacqueline Kennedy, d'un homme qui ressemble étrangement à Lee H. Oswald, l'assassin présumé.

Or, c'est au cinquième étage de cet immeuble que devait, d'après tous les éléments de l'enquête, se trouver le tueur, et c'est à cet étage que l'on a retrouvé le fameux fusil italien équipé d'une lunette télescopique.

On s'explique alors l'intérêt qu'est porté par G-Men à cette photo d'une grande agence de presse américaine. Car si Oswald s'était trouvé au rez-de-chaussée au moment précis de l'attentat, à ce point, on peut se demander...

Sur cette photo, prise à l'instant même du meurtre, on voit un homme qui se trouve sous le porche et regarde Lee H. Oswald. Le F.B.I. a fait une enquête minutieuse et l'on croit savoir qu'il a identifié ce mystérieux personnage.

Une fois tous les personnages présents sur les photos prises au moment de l'attentat, qui d'ailleurs ont tous été disculpés.

... grand nombre d'étudiants et de diplômés. C'est à l'Université de radier à cette dénomination.

M. HERMINE

... près tout de la Fédération nationale des étudiants de France (A.S.)... coopération... des efforts en faveur de la France.



... deux grands regards... d'un côté... les appartements... quelle Hux...

© MARIE — Samedi... jusqu'à 2... matin Ray...



Affaire Oswald

14. Photo distribuée par les Services d'information américains, montrant Oswald peu de temps après l'arrestation, avec son petit sourire crispé... et la chemise « blanche » indiquée dans le signalement de l'assassin de Tippit (Document S.I.S.).

... CYCLE... alloués... distinction sociale... de 9...

LES PARTS D'UN... Le maître étudiant... soit une... alloués... (atteignant... environ 600 F par mois)...

Vous y apprendrez un vocabulaire barbare fait de sigles et d'abréviations (C.P., B.S., M.P.C...) qui semble dérouter à plaisir le nouveau...

Ce manuel vous renseignera aussi bien sur les formalités à remplir pour vous inscrire en faculté, que sur les organismes de...

APP... les artistes et dans. SENT... la stabilité, l'absence de... SAINTE... Santé...

ORAMA... AFF... un... de... SENT...



L'énigme des 27 minutes

Après la version officielle, Oswald fut appréhendé au Texas Theater (ci-contre) par l'agent McDonald (en haut), à 13 h 35. En fait, l'arrestation eut lieu à 14 heures, vingt-sept minutes après que le caissier du cinéma eut donné l'alerte. Pourquoi e-t-il fallu un si long délai alors que le quartier fourmillait de policiers? C'est l'un des mystères de l'affaire de Dallas?



Oswald, prétend-on, est alors entré dans l'autobus. a payé sa place, a pris une correspondance (dont il ne s'est jamais servi) et a parlé au conducteur de l'assassinat.

Le conducteur a renvoyé, prétend-on, Oswald à une femme et Oswald a parlé avec elle de l'assassinat; Oswald, prétend-on, a finalement quitté l'autobus après avoir parcouru environ six blocs et s'éloignait de Commerce street, quand le chauffeur de taxi qui s'appelle maintenant William Whaley, l'a aperçu. Oswald prétend-on, a hélé le taxi et y est entré. Le compteur de William Whaley indique qu'Oswald est entré dans le taxi après avoir fait tout ce voyage, exactement à 12 h.30. Les coups de feu qui ont tué Kennedy ont été tirés à 12 h.31.

Hypothèse. — Le registre du chauffeur de taxi qui transporta Oswald jusqu'à l'avenue North Beckley, William W. Whaley, montre qu'Oswald monta dans son taxi à 12 h 30. Puisque cela se passait à une certaine distance du lieu de l'assassinat du Président, Oswald ne peut avoir tiré sur le Président.

Conclusions de la Commission. — Le registre de Whaley porte effectivement 12 h 30, mais il a attesté qu'il ne notait pas avec précision sur son registre l'heure à laquelle ses clients montaient dans son véhicule, qu'il les enregistrait généralement à des intervalles de quinze minutes et que c'était certainement quelque peu après 12 h 30 qu'Oswald était monté dans son taxi.

CE n'est pas Oswald qui a tué le policier Tippit. Il est hautement improbable qu'Oswald soit le meurtrier de Kennedy. Telles sont les deux conclusions de l'enquête personnelle que j'ai effectuée à Dallas.

L'un des premiers témoins qu'entendra la commission sera probablement Mme Helen Markham, de Dallas. Elle fut l'un des témoins de l'assassinat de Tippit commis le 22 novembre à 13 h 15, quarante-cinq minutes après l'attentat contre Kennedy.

Interrogée l'après-midi même par des reporters du « Morning News » de Dallas, Mme Markham donna une description de l'assassin de Tippit. « ...un homme âgé d'une trentaine d'années, aux cheveux en broussaille, portant une veste sport en coton blanc ».

Cette description fut, d'après les reporters de ce journal, confirmée par les autres témoins du meurtre de Tippit. Et Mme Markham la fournit sans la moindre hésitation. Elle n'eut aucune peine à se souvenir de quoi l'assassin avait l'air et indiquent les journalistes qui citent une phrase de Mme Markham : « Je croyais qu'il allait me tuer moi aussi et dans un moment pareil en regard de tous ses yeux ».

Or Lee Oswald n'avait pas trente ans, mais vingt-quatre et paraissait plutôt plus jeune que son âge. Il n'avait pas des cheveux en broussaille, mais des cheveux plats et raides. Surtout, il portait ce jour-là une veste brun-olive à fermeture éclair et non pas un veston de sport blanc en coton.

Les photos d'Oswald prises peu après son arrestation le montrent vêtu de cette veste sombre à fermeture éclair, et j'ai eu sur ce détail vestimentaire capital la confirmation de la logeuse d'Oswald. Celle-ci, Mme Gladys Johnson, que j'ai questionné durant trois quarts d'heure, m'a précisé qu'Oswald portait, au moment où il sortit pour la dernière fois de sa maison, peu après l'attentat contre Kennedy, une veste brune. « Il a même fait ce geste en sortant » me dit-elle, et elle m'indica le mouvement de quelqu'un qui ramonte la fermeture éclair d'une veste. « He zipped it up » — il tira sur la fermeture éclair.

La mère de Lee Oswald dit au sujet de l'assassinat de Tippit : « Un témoin affirme que l'homme qui tira sur Tippit était gros, trapu, blond. Mon fils était grand, maigre, brun... »

Un témoin affirme que l'homme qui tira sur Tippit était gros, trapu, blond. Mon fils était grand, maigre, brun...

Pourquoi j'affirme qu'Oswald n'a pas tué Kennedy

par Joachim JOESTEN

La description de l'assassin de Tippit ne correspond donc pas à celle d'Oswald. Or la police de Dallas n'a pas fait savoir si Oswald et Mme Markham avaient été confrontés et si celle-ci avait reconnu...

Dans le procès l'assassin de Tippit.

Le témoignage de Mme Markham recueilli sur le moment même par les journalistes du « Morning News » contient un autre détail troublant : la description qu'elle fournit de la scène même du meurtre. « Il (l'assassin) se dirigea vers la voiture de police, se pencha vers la fenêtre et commença à parler au policier. Puis celui-ci sortit de la voiture et en fit le tour par l'arrière pour dire quelque chose à cet homme. Tout d'un coup ils s'arrêtèrent, se regardèrent, et l'homme tira son revolver et tua le policier. »

Cette scène rend évidemment invraisemblable la version officielle de l'assassinat de Tippit. Invraisemblable du point de vue d'Oswald d'abord. Imagine-t-on Oswald — s'il était vraiment le meurtrier du président — s'accoudant à la voiture d'un policier pour entamer une conversation ?

Les deux hommes, l'assassin de Tippit et le policier, se regardèrent et l'homme tira son revolver et tua le policier.

GS

Oswald alla alors se cacher dans un cinéma. La police l'y arrêta à 14 h. 20. Le complice n°3, pendant ce temps, se trouvait en fâcheuse position vingt minutes s'écoulèrent entre le "flash" annonçant le meurtre de Tippet et la décision de faire arrêter Oswald dans le cinéma.

La Police de Dallas a fait une dernière vérification avant d'arrêter Joe Oswald, au cinéma. Elle dut arrêter le vrai Oswald et non son associé. Car, celle-ci est très favorable aux idées de la John Birch Society. Pour faire cela, il fallait faire une enquête qui a dû prendre vingt sept minutes. Elle assura que Alex James Hittell était bien en sécurité et ne pouvait pas gêner dans leur enquête. Prenez un exemple dans l'histoire de France, le cardinal Mazarin a fait un complot contre le Roi Louis XIV, en remplaçant celui-ci par son père géméon, car celui-ci était catholique, personne ne s'avisait de son existence, même le Roi. Sa couronne était extraordinaire, on prenait le faux géméon pour Louis XIV, et qui pouvait braver de remplacer Louis XIV par un autre Louis XIV. L'échec a été fait par les mousquetaires du Roi, ce qui a été la mort de Mazarin. Dans cette affaire, pourquoi pas, les comploteurs n'auraient-ils pas deux Oswalds, un vrai et un faux.

En ce qui concerne l'arrestation d'Oswald dans le cinéma, on relève de nouvelles contradictions entre le compte rendu officiel de la police et les témoignages recueillis le jour même par les journalistes.

Il est établi que Tippit fut assassiné à 12 h 15, que l'alarme fut donnée à 13 h 15. A 13 h 32, la caissière du « Texas Theater » informait la police qu'un individu au comportement bizarre se trouvait dans son cinéma. Elle en donnait une description qui correspondait au signalement d'Oswald.

D'après le compte rendu officiel de la police de Dallas, les agents se précipitèrent dans la salle de cinéma deux minutes plus tard : à 13 h 34. Cette rapidité n'aurait rien de surprenant puisque le quartier bourmillait de policiers.

Mais cette précision est fautive. Le jour même de l'assassinat de Kennedy, le « Dallas Morning News » indiquait qu'Oswald avait été arrêté dans le « Texas Theater » à 14 heures. Cette heure était confirmée indirectement, un peu plus tard, par le chef de la police de Dallas, Jesse Curry. Dans une conférence de presse, il assurait qu'Oswald avait été arrêté 90 minutes après l'attentat contre Kennedy. L'attentat ayant eu lieu à 12 h 30, c'est donc bien à 14 heures qu'Oswald fut appréhendé, 87 minutes donc après que le caissière eût alerté la police.

Tous sont les faits. Et aucun d'eux, pris séparément, n'est exact, leur accumulation se rapproche enlève toute vraisemblance à la version selon laquelle Oswald a été l'agent Tippit. Que s'est-il passé en réalité ?

au moment où on leur signale la présence d'Oswald dans le cinéma, les chefs de la police de Dallas ont le sentiment que les preuves réunies contre lui pour le meurtre de Kennedy sont fragiles. L'assassinat de Tippit tombe à pic. Il sera facile d'en rendre responsable Oswald et de brouiller ainsi les cartes.

Il faut remarquer que juridiquement Oswald n'a été inculpé que de l'assassinat de Tippit et non de celui de Kennedy.

Pour faire porter à Oswald la responsabilité du meurtre du policier, il suffit de lui mettre en main l'arme du crime retrouvée à proximité des lieux. D'où le défilé, l'éclat de bagarre dans le cinéma.

Un détail curieux donne à cette hypothèse un certain poids. L'équipe spéciale du F.B.I. envoyée de Washington à Dallas a examiné ce fameux revolver et a constaté que le percuteur était tordu. C'est une avarie qui ne peut pas résulter d'un simple choc — au cours d'une bagarre par exemple — mais doit être provoquée volontairement. Pourquoi Oswald aurait-il détérioré son revolver ? En revanche on peut comprendre que les policiers chargés de « remettre » cette arme à Oswald aient pris auparavant la précaution de la rendre inutilisable.

Je suis persuadé personnellement qu'Oswald ne transportait pas de revolver lorsqu'il est entré au Texas Theater.

avec une est son frère pas un journaliste américain journaliste goaster

La police tenait son assassin mais elle l'avait pris vivant. *Précisons Hudell est un dur sans cœur, Oswald est un garçon*

très aimé. Pour mettre Oswald en accusation, deux policiers le tiennent fermement, lui mettent de la paraffine sur les mains, ils essaient sur les joues, Oswald se dérobe, la bombe se vide. *Et*

preuve ne sera pas retenue par le F.B.I. ni par la Commission Warren. Oswald est emmené par la police de Dallas, il est prisonnier. Il est accusé du meurtre du président Kennedy et du policier Tippit.

Une arme mise dans sa poche préalablement, est sortie devant tous les spectateurs. Emmené et encerclé, il se laisse faire. Le F.B.I. voit leur ~~inculpé~~ inculpé. Il se doute d'un complot, il cherche parmi les Texans présents. Il voit une conspiration, il semblait l'ignorer, pour faciliter l'enquête. Ils se demande :

Rien ne distinguait Oswald au moment de sa fuite, il n'était pas blessé, ses vêtements n'étaient pas déchirés, il cherchait sans aucun doute à passer inaperçu.

Au sujet de l'arrestation au cinéma :

Wade a dit : "Quelqu'un l'a vu entrer dans le Texas Théâtre".

On a peu discuté au sujet de cette affirmation. La première déclaration faite par les autorités de Dallas indiquait que la caissière du cinéma a été prise de tels soupçons quand elle a vu Oswald changer sans cesse de place d'un air nerveux qu'elle a téléphoné à la police.

Il devint bien vite évident qu'une caissière placée à l'extérieur du cinéma pouvait difficilement observer les clients une fois entrés. Les autorités ont alors indiqué que c'était une ouvreuse qui a vu Oswald changer de place. Dans la dernière version, c'est une personne devant le cinéma qui a remarqué l'attitude suspecte d'Oswald, qui l'a suivi dans le cinéma, qui a bouclé les portes avec l'aide de l'ouvreuse et qui a alors averti la police au moyen d'un coup de téléphone donné par la caissière.

Les agents de la police de Dallas arrivent, ils empoignent Oswald. Ils mettent les accusations sur Oswald, et le remettent aux mains du F.B.I. Les accusations sont là. La presse américaine et mondiale connaissent la mort du président Kennedy et l'arrestation d'Oswald accusé comme prétendu assassin.

Les accusations et témoignages affluent au F.B.I. Apparemment tout le Sud. prend position contre Oswald

Preuves et les pièces à conviction accumulées par la police du Texas pour établir la culpabilité de l'ancien "marine" Les preuves s'est-à-dire :

- sa présence à l'heure du passage du cortège présidentiel dans l'immeuble d'où partirent les coups de feu
- l'achat d'un fusil à lunette semblable à celui qui tira sur le président Kennedy
- l'affolement qui fut le sien quand il fut interpellé par l'agent Tippit qu'il devait abattre en présence de témoins.

Candid

D'après la version officielle, Oswald aurait pris cette arme dans sa chambre en même temps que son blouson. Lorsque j'ai posé la question à sa logeuse Mme Gladys Johnson, celle-ci m'a répondu avec indignation : « Monsieur, Oswald n'a jamais su de revolver tel. » Et

en examinant sa petite chambre, son tiroir, sa modeste armoire, j'ai compris qu'il aurait été fort difficile à Oswald de dissimuler un revolver à la vigilance indiscreète de Mme Johnson et de la femme de ménage Mme Roberts.

Si l'est innocent de meurtre de Tippit, Oswald est-il cependant l'assassin de Kennedy ? Les journalistes qui eurent le temps de lui lancer quelques questions au siège de la police de Dallas furent les premiers à ressentir un doute.

« Alors, c'est vous qui avez été le premier à lui demander l'un des reporters. Oswald le regarda avec surprise. « Mais on ne m'a pas parlé de cela. Ce n'est pas là-dessus que l'on m'interroge », répondit-il, comme un homme auquel on posait cette question pour la première fois de sa vie.

Confirme par le Rapport Warren.

On a dit, après l'assassinat, qu'un coup de feu au moins avait été tiré depuis le pont de chemin de fer situé juste en face du cortège

mystérieux. Les médecins de Dallas auraient noté une entrée de balle à la hauteur de la pomme d'Adam du Président. Cette balle avait donc dû être tirée de face.

La blessure que Kennedy porta à la hauteur de la pomme d'Adam reste toujours énigmatique. Elle est inexplicable si le tireur a frappé de derrière. Elle s'explique si la balle a été tirée de devant, par un tueur posté par exemple sur le pont de chemin de fer.

N'est-ce pas à cet endroit qu'a été arrêté le mystérieux suspect que la police de Dallas garde en prison ? Car il y a toujours, dans une cellule de la ville, un homme arrêté près des lieux de l'attentat. Il n'est plus. Il est vrai, inculpé dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Kennedy, mais simplement retenu sous l'accusation de « désordre public ». Pourquoi fait-on son nom ?

Ceci explique la phrase du directeur de F.B.I qui est formel, la première balle a frappé de face (Noir Noir et Blanc de foudre)

*Marguerite Oswald
mère de Lee, pour
des raisons pour prouver
l'innocence de son fils
Après avoir critiqué et
attaqué Bruce, après l'
assassinat de Kennedy
et de son fils elle dit ?
Candid.*

« Peu importe, d'ailleurs. Ce qui compte, ce n'est ni Marina ni Marguerite Oswald, mais l'avenir des deux filles de Lee, la petite June et la petite Rachel. C'est pour elles que je lutte.

« J'ai fait des découvertes. D'abord, pourquoi personne n'a-t-il dit que mon fils est gaucher, a toujours été un gaucher ? Comment aurait-il pu tirer avec la main gauche alors qu'il était placé à droite de la fenêtre ?

à ce sujet elle n'a pas été démentie, ni par la police de Dallas, ni par le F.B.I, ni par les journalistes interviewés par cette affaire, mais elle n'a pas confirmé non plus.

Entre 12 h.30 et 13 h.30, Truly et le policier repartis, Hidell ne chercha pas à quitter précipitamment le dépôt avant que celui-ci fût encerclé. Au contraire, il prit son temps. Selon l'enquête de "Time" il entra dans un bureau voisin, sa bouteille d'eau gazeuse à la main. Une téléphoniste lui dit : « N'est-ce pas affreux ? Le président a été assassiné. »

Hidell murmura des paroles inintelligibles, quitta le bureau, descendit l'escalier et se faufila à travers la foule devant l'immeuble.

Mais depuis quand la police laisse-t-elle sortir quelqu'un d'un immeuble encerclé, où elle est en train de chercher le meurtrier du président ? La chose a paru extraordinaire à beaucoup de citoyens ; parmi eux, U.E. Baughman, qui, à la tête du Service Secret, avait veillé pendant treize années sur la sécurité des présidents américains. Dans une interview publiée le 23 Décembre par "U.S. News and World Report" Baughman déclare :

- « Il est une chose que je ne comprends pas : comment a-t-il pu sortir de l'immeuble ? Moi, je n'aurais laissé sortir personne. »
- « Il ne fait aucun doute pour Baughman qu'Hidell quitta l'immeuble sous les yeux des policiers. L'ancien chef du Service secret ajoute en effet :
- « Une autre chose que je ne comprends pas, c'est que la police ait pu encercler l'immeuble aussi vite, à peine les coups de feu tirés. »

A 12 h.34, ce vendredi 22 Novembre Hidell sort de ~~Musson-~~ "Texas School books de ositary" Il tente de garder une allure dégagée, mais son coeur bat quatre minutes auparavant il a tiré d'une des fenêtres de l'immeuble sur le président des Etats-Unis. Il ignore encore s'il l'a tué, mais il sait ce qu'il a désormais à faire.

Sur le seuil un policier débinaire l'interpelle. Le sang d'Hidell se fige. Est-il déjà trop tard? Non. De ce côté de l'immeuble on ignore encore l'attentat, et le gardien cris au "gop" "Laissez-le passer. C'est un employé de chez nous.

Toute la presse a d'ailleurs relaté ce que le "New York Herald Tribune" du 25 Novembre résumait comme suit : "En quittant l'immeuble, Hidell fut à nouveau arrêté par la police de Dallas. ~~Il travaillait là et qu'il était descendu voir ce~~

UNE FORTUNE ATTEND LA VEUVE DE TIPPIT, MORT « EN SERVICE ». Ces millions, le prix du sang, noteront-ils sa peine? ~~Peut-être la vont faire avec vengeance au cours de cette~~



une femme, après de l'attiser dans l'assassinat et la femme malgré elle à haïr tous les "communistes". C'est à dire tous les hommes qui ont des idées noires et opposés aux leurs, qui sont extrêmes.

Noir et Blanc

Il ne lui avait pas inquiété de savoir si Hidell avait remarqué quelque chose ou quelque chose de suspect. Quelques minutes plus tard encore il suffit à Hidell d'annoncer sa qualité d'employé pour traverser sans encombre un cordon de police.

en liberté, la meute allait Hidell sortit de l'immeuble le 29 Novembre, la police l'aida, par radio, à toutes les

de plus près. Car la police trouver, avec une rapidité nouvelle, le coupable d'un meurtre, il est vrai, la police qui avaient vu Oswald tirer à toutefois elle ne put "Newsweek" avait déclaré l'arrestation du meurtrier, mais si elle le désignerai".

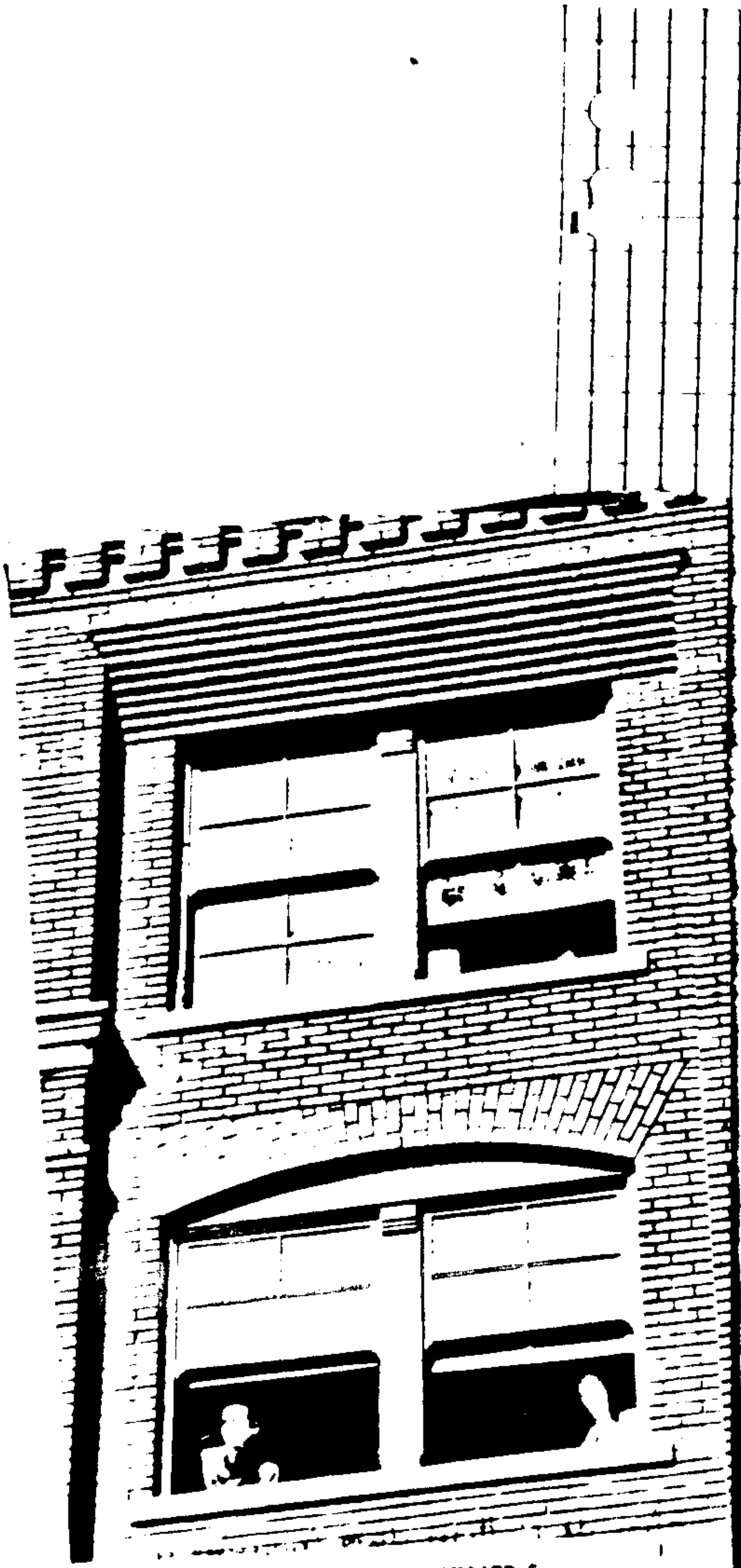
comment avoir fourni à la presse à 12 h.36, dans l'"Herald Tribune", mesurant l'homme

à la police ?

à qui avaient tout d'abord besoin n'a pu être retenu dans la première version, et on n'était plus question de témoin qui fut soupçonné seulement d'abord, ont rassemblé tous les témoins. L'un seul manquait. Tous les témoins du district attorney Wade au signalèrent et le nom du témoin.

l'avis de la police. Il suffit de dire que je travaille ici pour les services.

Il fut trouvé à la cantine, l'avis de la police. Il ne s'était même pas



A 12 h.34 ce vendredi 22 Novembre Hidell sort de l'immeuble "Texas School books de ositary" Il tente de garder une allure dégagée, mais son cœur battit quatre minutes auparavant il a tiré d'une des fenêtres de l'immeuble sur le président des Etats-Unis. Il ignore encore s'il l'a tué, mais il sait ce qu'il a désormais à faire.

Sur le seuil un policier déboussa l'interpelle. Le sang d'Hidell se fige. Est-il déjà trop tard? Non. De ce côté de l'immeuble on ignore encore l'attentat, et le gardien cris au "sop" "Laissez le passer. C'est un employé de chez nous.

Toute la presse a d'ailleurs relaté ce que le "New York Herald Tribune" du 25 Novembre résumait comme suit : "En quittant l'immeuble, Hidell fut à nouveau arrêté par la police de Dallas. Il déclara qu'il travaillait là et qu'il était descendu voir ce qui se passait.

Mais voyons la suite. Hidell en liberté, la route allait le pourchasser. Il était 12 h.35 quand Hidell sortit de l'immeuble A 12 h.36 selon l'enquête de "Time" du 29 Novembre, la police lançait un mandat d'amener contre Oswald, par radio, à toutes les patrouilles.

Ce fait mérite d'être étudié de plus près. Car la police de Dallas, à cet instant, venait de trouver, avec une rapidité sans précédent, dans l'histoire criminelle, le coupable d'un meurtre sans témoins ni aveux. Au début, il est vrai, la police affirma qu'elle disposait de témoins qui avaient vu Oswald tirer du sixième étage du dépôt. Par la suite toutefois elle ne put produire qu'un seul témoin qui, selon "Newsweek" avait déclaré aux policiers "Je ne peux pas identifier le meurtrier, mais si je vois un homme qui lui ressemble, je le désignerai".

Pareil témoin ne pouvait évidemment avoir fourni à la police le signalement précis qu'elle diffusa à 12 h.36, dans son message à toutes les patrouilles : "Sémi-brun", mesurant environ 5 pieds 10 pouces ~~trouvés de l'homme~~

Qui avait donc fourni ce signalement à la police ?

Aucun témoignage des personnes qui avaient tout d'abord affirmé qu'elles avaient "vu" l'assassin n'a pu être retenu ou maintenu. La police retira donc sa première version, et en publia une seconde, dans laquelle il n'était plus question de témoin. Selon cette nouvelle version, Oswald fut soupçonné seulement après que le chef du dépôt, Roy S. Iruly, eut rassemblé tous les employés de l'immeuble et constaté qu'un seul manquait. Tous les autres ont été retrouvés, déclarait le district attorney Wade au "New York Time" du 26 Novembre. Le signalement et le nom du manquant furent diffusés par la police".

Il s'agit là d'un curieux revirement de la police. Il suffit qu'Oswald (Hidell en réalité) déclarât : je travaille ici pour que toutes les portes lui fussent ouvertes.

Le premier policier qui l'avait trouvé à la cantine, ne lui avait pas posé la moindre question. Il ne s'était même pas inquiété de savoir si Hidell avait remarqué quelque chose ou qu'une chose de suspect. Quelques minutes plus tard encore il suffit à Hidell d'annoncer sa qualité d'employé pour traverser sans encombre un cordon de police.

DOCUMENT MILLARD C
Agrandissement de la photographie prise par
E. Thomas C. Gillard le 22 novembre 1963.
Document Warren

C

65

Mais après le départ d'Hydell voici que la police décide d'arrêter Oswald, il est 12 h. 36.

D'après Joe Savage dans l'Affaire Oswald page 333-334
Le témoignage du député Sheriff Gray relate cette histoire
Roger D. Gray, un député Sheriff du comté de Dallas, prétendit
que quinze minutes environ après l'attentat, il vit un homme, qui
il identifia plus tard comme Oswald, venir de la direction du
Depository et descendre en courant la côte au nord d'Elm Street
en direction d'un Station wagon Rambler de couleur claire, qui
s'enfuit le long d'Elm Street en direction du
pont de chemin de fer. Le Station wagon s'arrêta pour laisser
monter l'homme, puis démarra.
Réponse de la Commission

Gray peut avoir vu une personne monter dans un
station wagon Rambler blanc, quinze ou vingt minutes après les
coups de feu et partir en direction de l'ouest dans Elm Street,
mais la Commission est arrivée à la conclusion, que cet homme
n'était pas Lee Harvey Oswald, en raison de l'abondance des
preuves montrant qu'Oswald, à ce moment-là, était déjà loin de
l'immeuble.

Joe Savage déclare seulement, que la Commission Warren
avait le devoir de considérer la possibilité qu'un faux Oswald
ait été utilisé, avant l'attentat, pour accumuler des indices
contre le vrai. Il ajoute, qu'elle avait même le devoir d'
enquêter, c'est-à-dire vérifier, la possibilité qu'un homme
ressemblant à Oswald ait été l'assassin.

Apparemment, aucun organisme officiel, n'a évoqué
l'argument qu'il n'existe pas de possibilité d'un autre assassin
qu'Oswald, il n'aurait pas d'autres, au moins j'ai un coup
d'œil sur celles qui s'affaiblissent. Le F.B.I. la fait secrètement.

~~Car~~ Robert Kennedy (frère du président assassiné) ministre
de la justice n'est venu à Dallas voir les premiers résultats
il n'a pas essayé subterfuge. M^r John Edgar Hoover, directeur
du F.B.I. Celui-ci. Envoyez ses meilleurs hommes, qui ont
très manœuvré, il arrêterait secrètement Alex. J. Hydell.

Deux menaces deux enquêtes, la version connue
contre Oswald et l'inconnue contre Hydell et l'externe de
qui se poursuivent actuellement en 1966

Le F.B.I. a apparemment laissé l'accusation à peu près
sur Harvey Oswald, afin que les conspirateurs aient la voie
libre et se découvrent d'eux mêmes.

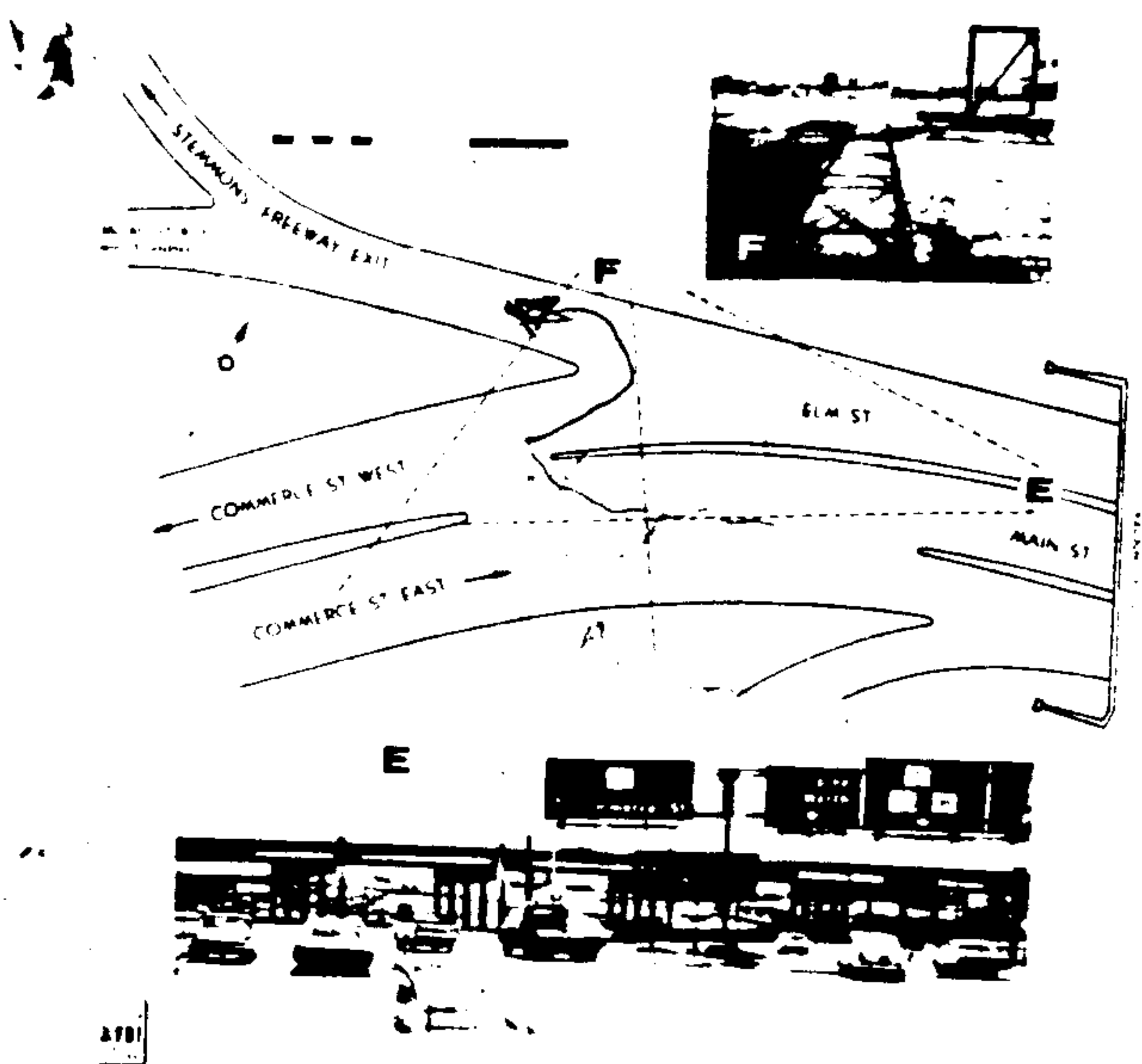
La conspiration voit ses désirs se réaliser. Les mort^{ls}
condamnés sous l'accusation de l'assassinat du Président Kennedy
et de l'agent Tippit. Elle met trop de zèle dans les accusa-
tions, présente des montages représentant Oswald avec les
armes du crime et même donne les dates, qui...

66

La version connue de l'assassinat du
Président Kennedy à Dallas.

Documents Warren

PLAN VIEW OF FREEWAY CONVERGENCE
WEST OF TRIPLE UNDERPASS
DALLAS, TEXAS



DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2115

PLAN ET PHOTOS MONTRANT L'EMBRANCHEMENT
DU SYSTEME D'AUTOROUTES A L'OUEST DU TRIPLE
UNDERPASS DE DALLAS, TEXAS.

**AERIAL VIEW (500 FT. ALTITUDE)
OF FREEWAY CONVERGENCE WEST OF
TRIPLE UNDERPASS, DALLAS, TEXAS**



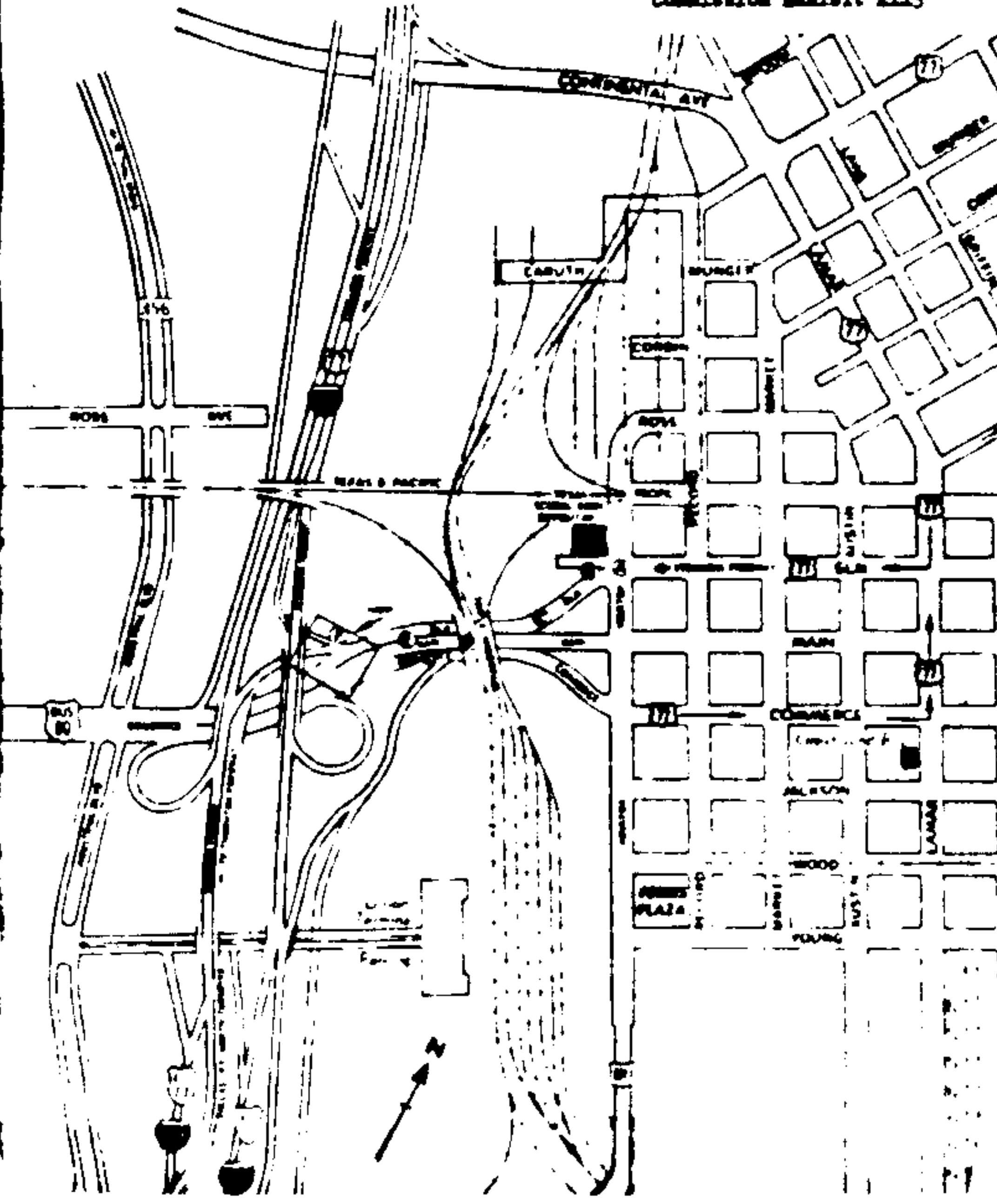
DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2116

**VUE AÉRIENNE (prise à 150 m d'altitude) MONTRANT L'EMBRAN-
CHEMENT DES AUTOROUTES A L'OUEST DU TRIPLE UNDER-
PASS, DALLAS, TEXAS.**

(No turn sign: panneau de signalisation placé sur le terre-plein séparant Main Street et Elm Street qui interdit aux automobilistes circulant sur Main Street en direction de l'ouest de tourner à droite vers l'embranchement des autoroutes.)

**FREEWAY CONVERGENCE AT TRIPLE UNDERPASS
DALLAS, TEXAS**

Commission Exhibit 2113



DOCUMENT DE LA COMMISSION N° 2113

**PLAN MONTRANT LE FAISCEAU CONVERGENT DES VOIES A
GRANDE CIRCULATION A HAUTEUR DU TRIPLE UNDERPASS
DE DALLAS, TEXAS.**

À droite du Triple Underpass et sur la partie droite du plan : les grandes artères de la ville de Dallas (Houston Street, Main Street, Elm Street, Commerce Street); à gauche : les autoroutes (autoroute de déviation Hemmons, autoroute Dallas-Fort Worth).

Les lettres A, B, C, D, E, F, indiquent les emplacements où ont été prises les photos reproduites dans les deux pages qui suivent.)